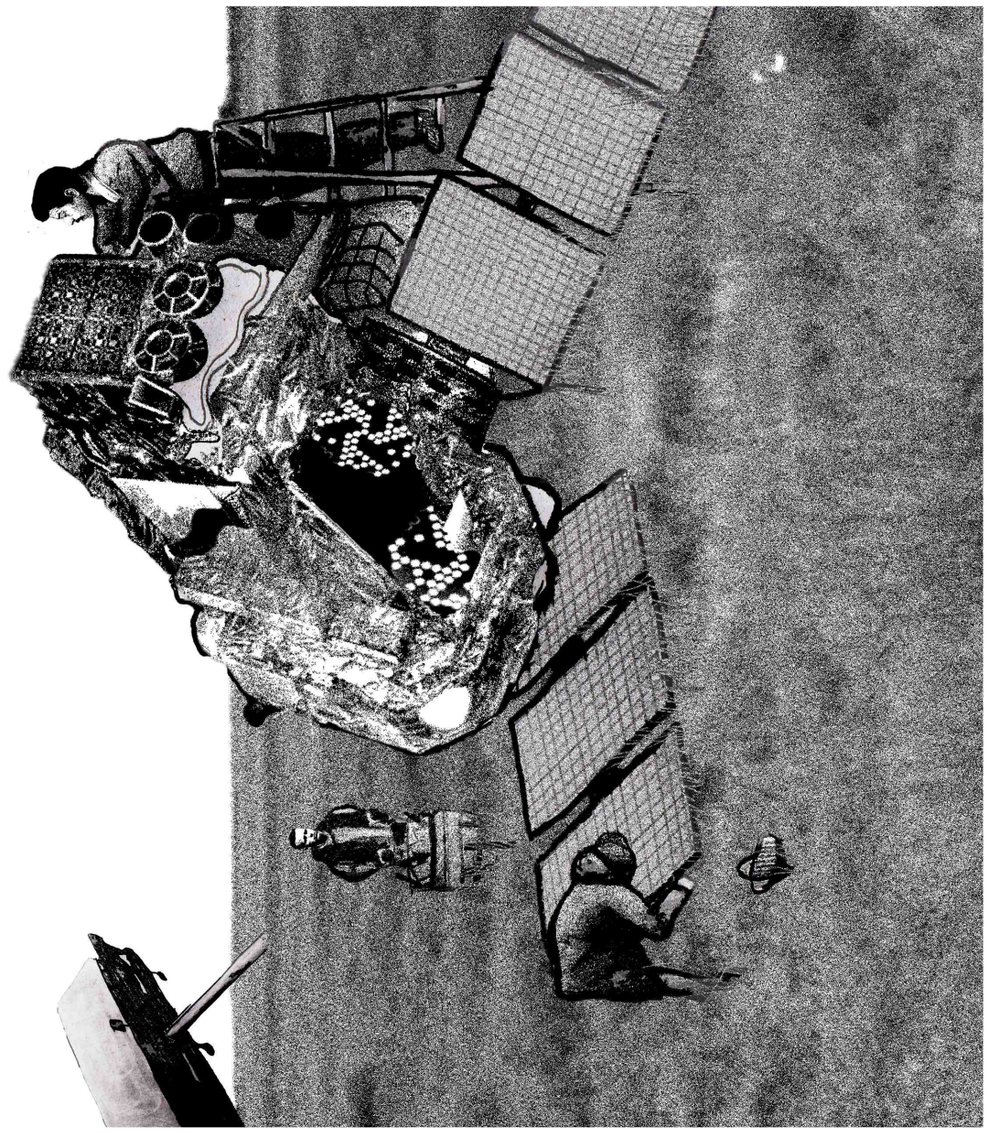
La Mauvaise Herbe

Volume 11. no 1



Publicité des trucks International

pendant qu'on t'apprend
que la guerre est un jeu,
on oublie de te dire que ton travail
est une guerre contre tout ce qui vit

La Mauvaise Herbe
Vol.11 no.1 Printemps 2012

Si vous voulez communiquer avec nous : mauvaiseherbe@riseup.net
Des copies pdf (format livret) sont disponibles. Le zine est aussi téléchargeable au http://anarchieverte.ch40s.net/partenaires/la-mauvaise-herbe/

Liens locaux et régionaux:

Sabotage Media
www.sabotagemedia.anarkhia.org

Librairie L'Insoumise
2033 St-Laurent, Montréal
insoumise.wordpress.com

Grève sociale
grevesociale.info

La Mitrailleuse Diffusion
lamitrailleuse.wordpress.com

Into Rebellion Distro
intorebellion.wordpress.com

La Belle Époque
epoquemtl.org

Nous sommes la crise (en)
infinitestrike.wordpress.com

Grève Montréal
grevemontreal.noblogs.org

DIRA Bibliothèque libertaire
2035 St-Laurent, Montréal
bibliothequedira.wordpress.com

Anarkhia
www.anarkhia.org

Anne Archet
annearchet.wordpress.com

Submedia, The Stimulator
submedia.tv/stimulator

Projet Accompagnement Solidarité Colombie
www.pasc.ca

Les jardins de la résistance
www.cooplesjardinsdelaresistance.com

CLAC Montréal
clac-montreal.net

Salon du livre anarchiste
salonanarchiste.ca

Kkkanada
kkkanada.anarkhia.org

Antidéveloppement
antidev.wordpress.com

La pointe libertaire
www.lapointelibertaire.org

Collectif Opposé Brutalité Policière
cobp.resist.ca

Contre les prisons
contrelesprisons.blogspot.ca

Liens Internationaux :

Anarchie verte
anarchieverte.ch40s.net

L'Endehors
Quotidien anarchiste en ligne
endehors.net

Base de données anarchistes
non-fides.fr

Anti-Politics / Quiver distro
www.anti-politics.net

A Corps Perdu
acorpsperdu.wikidot.com

Insurgent Desire
www.insurgentdesire.org.uk

Terra Selvaggia / Il Silvestre
www.informa-azione.info

Au-delà de la civilisation
Traduction de Beyond Civilization de D. Quinn
anticivilisation.hautetfort.com

Le blog mutuelliste de Ramite
mutuellisme.wordpress.com
grainedeflibuste.wordpress.com

1 + 1 = salade?
madeinearth.wordpress.com

Cette semaine
cettesemaine.free.fr

Infokiosques.net
infokiosques.net

Ravage Éditions
ravage-editions.blogspot.com

Anarchy: A Journal of Desire Armed
www.anarchymag.org

Même pas peur
mmpapeur.blogspot.com

Apache Éditions
apache-editions.blogspot.com

Mutines Séditions
mutineseditions.free.fr

Guerre au paradis
guerreauparadis.blogspot.com

Le Jura Libertaire
juralib.noblogs.org

Le Réveil
lereveil.ch

D'inspiration anarchiste et anti-civilisation, ce zine est diffusé principalement à Montréal et est tiré à 750 exemplaires par numéro.

Fete de l'Invasion Day en Australie

Il y a 40 ans, les Aborigènes ont décidé de répliquer à l'Australia Day en organisant l'Invasion Day, une autre manière de commémorer l'arrivée des Britanniques en sol australien, le 26 janvier 1788.
Cette année, la première ministre australienne Julia Gillard et le chef de l'opposition Tony Abbott ont dû se sauver d'un hôtel de Canberra, après que des Aborigènes eurent pris l'endroit d'assaut lors d'une manifestation dénonçant la fête nationale. Plus tôt dans la journée, Tony Abbott parlait de démanteler le camp permanent, appelé « l'ambassade », que des Aborigènes ont établi dans le centre de la capitale, il y a 40 ans : « Je comprends pourquoi l'ambassade a été installée il y a des années, mais je crois que beaucoup de choses ont changé pour le meilleur depuis. Les populations indigènes d'Australie peuvent être très fières du respect qu'a tout Australien à leur égard ».
Les Aborigènes, qui étaient 1 million à cette époque, ne sont plus de 470 000 aujourd'hui. Ils sont beaucoup plus pauvres que le reste de la population et vivent moins longtemps. Leur taux d'incarcération est 14 fois supérieur à celui des autres Australiens.

Chine : soulèvement paysan

Les paysans du village chinois de Wukan (province du Guangdong) se révoltaient l'automne dernier contre la saisie de leurs terres. L'expropriation et la vente de terrain à des promoteurs immobiliers par les gouvernement locaux est la norme en Chine. Les promoteurs obtiennent à bas prix l'emplacement de futures usines ou complexes hôteliers, le gouvernement local renfloue son budget et des fonctionnaires amassent les pots de vin.
À Guangdong, les manifestations des villageois-es ont été réprimées avec violence et se sont soldées par l'arrestation des organisateurs. En décembre, après la mort d'un représentant paysan, Xue Jinbo, alors qu'il était en garde à vue par la police, les villageois ont chassé les représentants du Parti communiste local et ont dressé des barricades autour de leur village de 13 000 habitants. La police a alors suspendu toutes les livraisons d'eau et de nourriture. Après dix jours de siège, les villageois sont parvenus à un accord avec les autorités : la promesse qu'une enquête sera menée au sujet des expropriations, mais aucune garantie de restitution n'a été donnée.

Nuage toxique à Malartic

À la mi-avril, un nuage orange (rejets de dioxyde d'azote) s'est élevé au-dessus de la mine à ciel ouvert après un sautage. Il s'agit plus précisément d'une mine d'or exploitée par Osisko. Le dioxyde d'azote est un gaz toxique et très dangereux pour le système respiratoire. Selon la minière Osisko, il s'en échappe toujours une certaine quantité lors des sautages, et le nuage devient orange lorsque la concentration est élevée. La compagnie assure qu'elle gère la situation de manière sécuritaire, dur à croire quand on sait qu'elle ne possède aucun instrument de mesure des taux de dioxyde d'azote qu'elle rejette (!) et que la population de Malartic habite tout près.

étant classés par codes de couleur, les transistors selon des codes de produits qui ont leurs équivalences d'un fabricant à l'autre (par ex. y a une bonne trentaine d'équivalents à un 2SC2001). Les directives de construction plus exactes sont disponibles dans les liens plus bas et ailleurs sur le web.

Il va sans dire que pour notre totalitaire de CRTC, le genre d'activité subversive que peut permettre un tel outil est susceptible d'être considérée comme un haut crime – de brouillage des télécomms – si ça se fait sans licence de diffusion (maintenant qu'ils imposent aussi des licences pour jouer de la musique en public, prochain objectif: une licence pour parler!) or ce texte n'est qu'à titre informatif, pour des fins expérimentales... ou pour le plaisir!

Coupons la parole aux Bouches du Pouvoir!

Liens en anglais :
Site de l'artisan anarchiste japonais Tetsuo Kogawa, pour un « comment faire » et pour la théorie:
anarchy.translocal.jp
youtube.com/watch?v=rrBQVaNBwLk

Autres:
www.solorb.com/elect/microfm
tacashi.tripod.com/elctrncs/smplfmtr/smplfmtr.htm
cappels.org/dproj/Home.htm (circuits DIY de toutes sortes, dont la section « RF & Communications »)
« An Educator's Handbook for Micro Fm »: youtube.com/watch?v=_xRfp-aTOPE

Exploration pétrolière en Gaspésie

L'entreprise Pétrolia compte forer de nouveaux puits d'exploration pétrolière dans un secteur de la Gaspésie qui pourrait receler plus de 100 millions de barils d'or noir et qui est situé au cœur d'une structure géologique semblable à celle ayant mené au premier boom pétrolier en Alberta.

Pétrolia et Junex, qui recherchent toutes deux des gisements en Gaspésie, ambitionnent de faire de la région «la nouvelle Alberta». Les deux sociétés sont déjà très actives tout près de la ville de Gaspé, où leurs activités ont soulevé des critiques, même de la mairie. Pétrolia a également acquis un terrain dans le port de Gaspé afin d'y construire des réservoirs pour stocker le pétrole brut avant son envoi à la raffinerie d'Ultramar près de Lévis. Reste à déterminer s'il sera transporté par bateau ou par train.

Du pétrole a déjà été extrait lors de l'exploration à Gaspé, générant des revenus de 216 000 $. Mais aucune redevance n'a été versée à l'État, ce que permet la loi en phase exploratoire. L'entreprise a aussi reçu 3,3 millions de dollars d'«aides gouvernementales à l'exploration» depuis deux ans. Et aucun des projets en Gaspésie n'est soumis aux règles de l'évaluation environnementale stratégique parce qu'ils sont en phase exploratoire.

Sur l'île d'Anticosti, Pétrolia a mis la main sur des permis d'exploration qui appartenaient auparavant à Hydro-Québec. Le prix d'achat n'a pas été rendu public, mais la valeur des hydrocarbures récupérables devrait y dépasser les 100 milliards de dollars. La zone d'exploration recoupe essentiellement deux permis détenus depuis 2009, qui coûtent au total 3753,90 $ par année — à raison de 10 ¢ l'hectare. Pétrolia prévoit de nouveaux forages afin de préciser le potentiel, et fera sûrement de la fracturation hydraulique, une méthode jamais tentée au Québec dans le cas du pétrole. En plus du pétrole, le président de Pétrolia André Proulx aimerait bien exploiter le gaz naturel d'Anticosti pour le transporter — à l'aide d'un gazoduc qui reposerait sur le lit du Saint-Laurent — vers des villes comme Sept-Îles. Selon lui, le développement du Plan Nord nécessitera un approvisionnement en gaz pour la Côte-Nord. Selon M. Proulx, il est évident que les Québécois feront le choix de laisser le secteur privé exploiter les ressources fossiles qui se trouvent dans le sous-sol: «Le gros bon sens nous dit que le Québec ne passera pas à côté d'une telle opportunité.»
Rappellons qu'au Québec, avec la loi sur les mines, l'exploitation des ressources du sous-sol préseance sur tout autre usage présent ou potentiel du territoire.

un texte anonyme recueuilli dernièrement sur un tract

NON AU PLAN NORD

Le Plan Nord, reflet de notre désintégration, force à dénoncer, à vouloir crier même si ça semble loin, même si y'a pas d'écho dans la toundra. Peut-être fera-t-on écho à ceux et celles qui crient depuis des années à coup de traités non-respectés et de vies niées.

Des grosses pelles de métal, beaucoup de bruit. Dynamite, des trous, des coulées jaune-orange pis ben ben de la roche pour étouffer une crise par sa propre cause. De la roche à qui on nie maintenant son caractère brut; de la roche à transformer, à formater. Venez, ici on a en a de la roche à donner, à transformer en moyens de non-communication. Radium, silicium, lithium : pour les maniaco-dépressifs et les télécommunications. Pis de l'or pour en faire des lingots entreposés dans des bunkers en Suisse.

72% d'un territoire offert au monde de la finance. Peut-être que si y'avait pas cette statistique, y'aurait pas de monde financier. Colonialisme de la terre offerte encore comme une matière à vendre, matière à graisser la patte. La valeur, ça vient avec un billet de banque pis un peu de cognac en jouant au golf. Ben ben de la saloperie.

Des jobs qui signifient que des gens vont pouvoir enfin manger leur fin/à leur faim, voir l'Avenir ben ben frette, voir leur avenir à travers des terres souillées pour/par le cash, des camps de travail bourrés de racismes, de machisme, des petite cabanes temporaires, pour laisser un autre tas de marde capitaliste.

72% d'un territoire vendu entre autres à des compagnies chinoises pour qu'elles nous vendent des cossins qui ne servent à rien et qui vont péter de toute façon, ici, après que cette matière creusée ici qui est aussi là-bas et qui va probablement signer la mort d'un autre territoire, territoire qui appartient de toute façon à personne à part les gens qui veulent bien y être.

Le monde m'écoeure
Comme une odeur de capitalisme

Y'avait des gens qui vivaient sur un territoire, il y eut des gens en bateau qui ont décidé d'en faire un réservoir à matière et puis il y eut des gens qui vécurent. Il y eut ensuite la mode démocratique, une monarchie constitutionelle sur cette colonie, un génocide autochtone tout au long de cette

histoire et enfin une mise en scène avoué, chuchoté sur les lèvres de tous.tes. Et puis voilà on est là, vous aussi, qu'est-ce qu'on fait? De toute évidence y'a un problème: le HEC dit que c'est économique, d'autre disent historique. Peut-être que c'est plus radical en fait. Mais si ça prend des roches pour l'entendre on ira la chercher nous-mêmes.

Come on les baby-boomers êtes-vous en train de nous dire que les projets de la Manic était ce qu'il y avait de mieux dans la Révolution tranquille? À la place de rénover vos cuisines pis de boire de l'eau en bouteille, ça vous tente pas qu'on s'amuse un peu, qu'on travail moins? Là ça chie ben raide. Le fleuve va être plein de pétrole, l'air plein de poussière, les rues pleines de pauvres pas de soin pis sans éducation. C'est ça qui vous tente: vivre dans des prisons, en dedans pis dehors, regarder Sébastien Benoît vieillir à TVA pis de payer pour…

Ben OK!
Moi j'ai deux reins à vendre pis 30 mille piasses de dettes.

Pris sur Sabotage média : http://www.sabotagemedia.anarkhia.org/2011/12/non-au-plan-nord/

La radio ? Fais-la toi-même !

Toi, l'esclave! Tu sais qu'à l'aide d'un fer à souder, d'une plaquette à circuit cuivrée, d'une petite batterie et de composantes électroniques recyclées de vieux appareils que plus personne n'utilise, tu peux patenter une redoutable arme de subversion massive... que ce soit pour créer des situations intéressantes dans un embouteillage, ou un café de bourgeois, ou juste en support à des manifs... c'est au gré de ton imagination!

Développé et utilisé par l'Ennemi (la CIA) durant les années 1980 -selon la légende- comme instrument efficace de propagande clandestine sous le bloc soviétique, le Micro FM est, comme le nom l'indique, un micro-transmetteur de signaux FM à très faible puissance; notamment mis en application dans des zones urbaines par la transmission horizontale en « relais » (ou « grille »), coupant symboliquement l'herbe sous le pied des stations de l'État, et leur diffusion centralisée et verticale (essentiellement autoritaire, et inaccessible pour les gens de la masse), mais aussi de façon plus ciblée et sporadique.

La version la plus simple de ce dispositif consiste en un minuscule circuit (non-imprimé) à un transistor, fait d'une dizaine de composantes et compatible avec tout connecteur audio « mâle », permettant la diffusion à partir d'un lecteur Mp3, d'un portable ou autre. De cette base sont possibles toutes sortes de modifications ajoutant des fonctionnalités intéressantes. Plusieurs designs ont été expérimentés depuis les années 1990, comme des modèles fonctionnant au solaire, des bugs FM, des micro-amplis pour augmenter la puissance de transmission, d'autres pouvant être activés à distance, et on peut même commander des appareils Micro FM plus «professionnels» sur le web. Des versions commerciales à portée très limitée (pour des raisons évidentes) se trouvent en magasin de nos jours, utilisées pour faire jouer de la musique de son lecteur Mp3 sur un système de son, dans son salon ou dans une auto, sans se brancher. Le fait qu'aujourd'hui les radios FM se trouvent partout, coûtent des pinottes et soient encore largement écoutées par le public donne une combinaison des plus avantageuses – surtout comparé au AM et aux ondes courtes – rejoignant une dimension des ondes largement dominée par les monopoles médiatiques hyper-centralisés et tout leur vomi radiophonique insupportable fait pour nous rendre débiles (et ils paient très cher pour mitrailler ça dans vos têtes, dans tous les lieux et non-lieux du capitalisme).

À la base, le transmetteur micro FM n'est qu'un système qui module du signal audio pour l'envoyer sous forme d'oscillations électriques à une antenne, qui propagera ce signal sous la forme d'ondes par la voie des airs. L'onde radio prend forme dans le va-et-vient, la boucle ou le circuit, que les électrons font sur toute la longueur de l'antenne. FM veut dire « Fréquences Modulées », car le signal entrant est ajusté sur une fréquence précise, de 88 à 108 Mhz (pour les néophytes, le hertz est une mesure de la fréquence d'oscillation, où 1 hz = 1 seconde). Un petit condensateur ajustable (trimmer), agira comme «vis» de contrôle de la fréquence. La partie de l'entrée audio est faite d'une prise audio standard reliée à quelques condensateurs, résistors, d'une petite bobine à induction et d'un transistor qui amplifieront le signal audio, en croisement avec l'énergie de la pile, pour être modifié en oscillations (pulsations) électriques qui seront envoyées à l'antenne. Le design d'antenne est important, mais c'est un tout autre chapitre et y a des tonnes de sites web sur le sujet qui méritent d'être étudiés (dont une révolutionnaire antenne à « vortex », fraîchement inventée par des chercheurs italiens, permettant l'émission **simultanée** de plusieurs signaux de fréquences différentes... attache ta tuque!). La plus grande difficulté avec la construction peut être de trouver les résistors/transistors appropriés (peuvent être commandés, à la limite), quoique c'est une opportunité de se familiariser aux codes de classification des résistances et des transistors; les résistors

Ce que vous pouvez entendre dans ce film:

If we are the only intelligent beings in the galaxy, we should make sure we survive and continue. Our only chance of long-term survival is not to remain inward looking on planet Earth, but to spread out into space.

I was at a conference a few years back with George Lucas, and he came up and said, 'You know, you know, there's, there's only two hopes for humanity, either we find another planet to colonize after we've destroyed this one, or perhaps your technology', meaning what we're doing with the genetic code, 'might be able to allow us to transform ourselves or other aspects of the planet where we could continue to live here'.

- Stephen Hawking, theoretical physicist

I think what we're up against here is human nature, we have to reform ourselves, remake ourselves in a way that cuts against the grain of our, our inner animal nature, and transcend that Ice Age hunter, that all of us are, if you, if you strip off the thin layer of civilization. We always have been the initiators of this experiment, we've unleashed it but we've never really controlled it. But now it's more likely that we're going to come to grief because of environmental problems. If we do, then that is really nature saying the experiment of civilization is a failed evolutionary experiment, that making apes smarter is a, is a dead end. So, it's up to us to prove nature wrong, in a sense, to show that we can take control of our own destinies and behave in a wise way that will ensure the continuation of the experiment of civilization.

- Ronald Wright, auteur et journaliste

Survivre au progrès n'arrive pas non plus à questionner l'anthropocentrisme qui nous a mené à réduire tout le reste de la nature à l'état de simple ressource. L'espoir repose ici strictement sur le fantasme d'une évolution spontanée qui nous permettrait de «sauver le monde» en le prenant en charge de façon bienveillante.

Contrairement à d'autres films catastrophistes *Survivre au progrès* ne nous livre pas une utopie préfabriquée qui a réponse à tout, (à la Zeitgeist) et ce n'est pas la moindre de ses qualités. À la place on fait parler toutes sorte de spécialistes qui se contredisent allègrement, dont un savant fou qui veut nous sauver grâce à des biocarburants à base d'algues OGM, un apôtre de la simplicité volontaire qui nous propose la «non-consommation» tout en insistant sur l'importance de rester en ville et un éminent astrophysicien, qui ignore apparent tout des lois de la thermodynamique et qui nous implore de déménager sur une autre planète. Comme ces suggestions farfelues ne déclenchent pas l'hilarité générale, je me rend compte que je n'ai rien à voir avec le public cible de ce film.

Si vous aimez les belles images aériennes de «paysages manufacturés» (à la Burtynsky) et que vous tenez le lieux commun de l'impossibilité d'une croissance infinie sur une planète finie, pour une révélation existentielle, il y a des chances que vous puissiez apprécier ce film. Pour les autres ce documentaire mérite d'être regardé sous un autre angle, comme un témoignage des différentes formes de déni qui permettent à cette civilisation de tenir et de continuer l'écocide. En alternant de façon confuse entre l'espoir simpliste d'une solution technologique, le culte du petit changement individuel, et l'impression qu'il est trop tard pour agir, ce film trace les contour du discours dominant. Il nous appartient donc de maîtriser ce «discours» pour mieux le retourner contre lui-même et affirmer la possibilité et la nécessité de résister.

La forêt précède la civilisation, le désert la suit

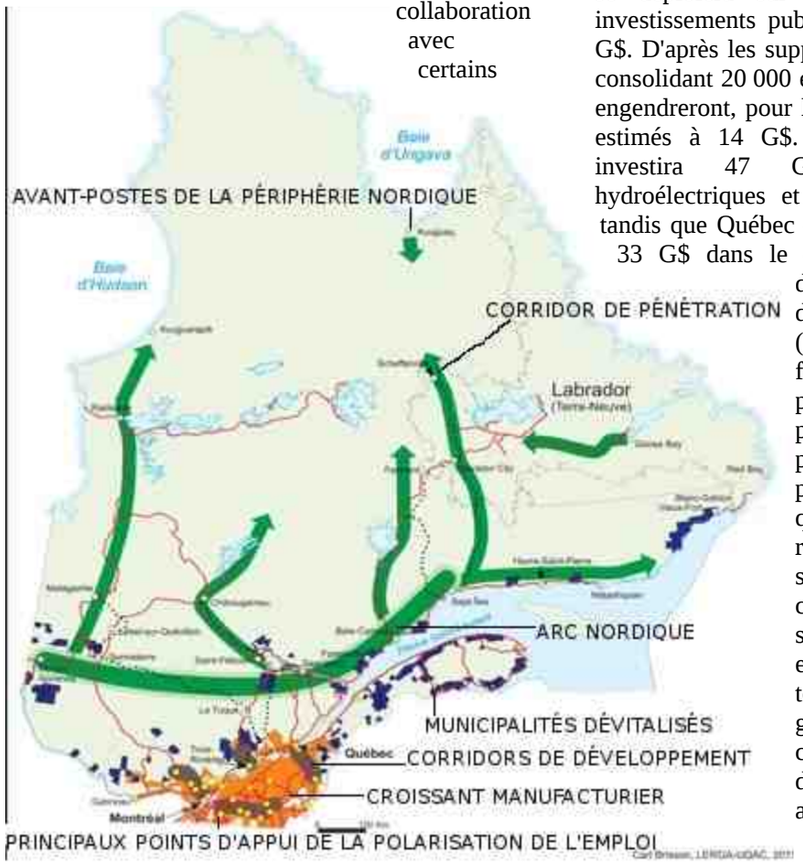
Rien de neuf avec le Plan Nord

« [Le Plan Nord] est à compter d'aujourd'hui l'un des plus grands chantiers de développement économique, social et environnemental de l'histoire du Québec » Jean Charest (1)

Sans surprise, les vastes territoires nordiques exploités depuis longtemps déjà seront dévastés en puissance exponentielle d'ici les années qui viennent grâce au Plan Nord. En parfaite collaboration avec de titanesques corporations canadiennes et d'ailleurs sans scrupules, l'État Québécois s'est engagé à établir les législations nécessaires pour rendre possible l'exploitation des forêts, des rivières, des minéraux et des personnes. Presque personne n'a osé remettre en question ce projet de développement industriel dans son ensemble. Les gens s'en foutent des nombreux impacts destructeurs du projet, autant au niveau des autochtones qu'écologique, entre autres, puisque la majorité de la population du Québec se trouve dans les agglomérations urbaines situées au sud, loin des territoires contenus dans le plan. Ceux/celles qui seront affectéEs directement par la destruction de la biodiversité résultant de l'exploitation des ressources se retrouvent plus souvent qu'autrement isoléEs. Étant l'un des pires assauts lancés par les exploiteurs que les territoires de l'île de la tortue ait connu, le Plan Nord se pose comme un projet en bloc qui dévastera le reste de la nature encore vierge au profit d'investisseurs rapaces et qui étendra le projet politique national du Québec de la colonisation des territoires autochtones pas encore totalement sous son contrôle territorial. Le pire, c'est bien que cela se fera sans doute comme dans du beurre si un combat sans merci n'est pas engagé dès maintenant. C'est pourquoi nous rédigeons ce texte. Nous sommes anarchistes et désirons un monde où la domination, l'esclavage et l'enfermement n'ont pas leur place. En luttant pour l'autodétermination libre de chaque individuE, nous nous solidarisons avec tous/toutes ceux/celles qui rejettent l'aliénation imposée par la civilisation industrielle. Voici ce que nous savons de ce *Plan de la mort*.

Le 14 mars 2011, Natalie Normandeau, alors ministre des ressources naturelles, décrit le Plan Nord comme un « vaste projet de société » (2), tandis que le ministre des affaires autochtones, Geoffrey Kelley, le décrit comme un « grand projet collectif » (3). Dans les faits, le Plan Nord est tout autre. D'une part, le Plan Nord est un projet de développement économique visant à enrichir les corporations en soutenant l'exploitation industrielle non-durable des ressources naturelles des territoires nordiques et, d'autre part, le Plan Nord n'est que la continuité du projet d'assimilation des autochtones au sein des institutions québécoises. Face à la menace perpétuelle d'une guerre sociale, l'État cherchera à renforcer périodiquement l'identité et le sentiment national chez ses citoyens afin de préserver le contrôle sur eux et de les disposer plus facilement selon les exigences de la

domination territoriale et de l'économie de marché. Par exemple, le discours idéologique en arrière-plan de la capsule vidéo « Faire le Nord ensemble » (4) vise justement à nous rendre complice et fier des projets industriels et de la construction de notre frontière comme Québécois.e.s. En obstruant l'usage des territoires qui était fait au préalable, en établissant par la même occasion un monopole des relations marchandes entre les individuEs et en imposant une dépendance accrue des communautés vis-à-vis de l'État via les retombées et l'importation des biens de consommation, ces projets détruisent les liens sociaux de ceux et celles qui habitent ces territoires exploités. Il n'y a rien de *collectif* dans le Plan Nord, c'est un projet mené par l'État, en collaboration avec certains conseils de bande, pour asseoir son pouvoir sur le territoire et à faciliter les activités des entreprises minières et forestières ainsi qu'à Hydro-Québec. En fait, l'État et les conseils de bande forment deux institutions étatiques qui a toujours cherché à garantir et à sécuriser les activités des institutions de domination en administrant – en gérant, contrôlant et pacifiant – les individuEs et les communautés habitant les territoires visés.



Le 9 mai 2011, le gouvernement annonce les grandes lignes du Plan, intitulé *Le Plan Nord : Chantier d'une génération*, et affirme vouloir développer le Nord du Québec à partir du 49e parallèle par des activités industrielles minières, forestières et énergétiques. Selon le communiqué de presse officiel du gouvernement, le Plan Nord se déploiera sur 25 ans et entraînera des investissements publics et privés de plus de 80 G$. D'après les suppositions, tout en créant et en consolidant 20 000 emplois par année, ces projets engendreront, pour le gouvernement, des revenus estimés à 14 G$. D'ici 2036, Hydro-Québec investira 47 G$ dans les centrales hydroélectriques et autres projets énergétiques, tandis que Québec et le secteur privé investiront 33 G$ dans le développement minier et le développement d'infrastructures publiques (routes, aéroports, voies ferrées et ports maritimes). En plus du fait que l'électricité produite par HQ sera principalement vendue à tarif préférentiel aux entreprises qui s'installeront dans ces régions, les milliards qui seront investis par l'État constitueront aussi des subventions indirectes aux entreprises. Dans la fiche technique offerte par le gouvernement à la fin du communiqué, on ne parle plus de 500 000 emplois sur 25 ans, mais bien de 75 000 sur

Survivre à: SURVIVRE...PROGRÈS

L'automne dernier j'ai participé à quelques événement qui m'ont emmené à côtoyer de nombreux gauchistes, environnementalistes et adeptes de la décroissance. En discutant avec eux du film *End-Civ*, je me suis fait recommander d'aller voir *Survivre au progrès*, dont ils disaient beaucoup de bien. Je ne suis pas, en temps normal, attiré par ces films trop léchés aux bandes-annonces racoleuses. J'étais quand même curieux de voir ce documentaire et je me demandais comment l'actuelle crise du progrès allait être abordée par le culture de masse, dire que je n'ai pas aimé ce film relève de l'euphémisme.

Le principal problème de ce documentaire est l'absence d'une définition claire du progrès. Très tôt dans le film une brochette de sois-disant experts bafouillent à tour de rôle, tous incapables de cerner le sujet. Ronald Wright, dont le livre *Brève histoire du progrès* sert de toile de fond au film, ajoute à la confusion en insistant sur la nécessité de distinguer le «bon progrès» du «mauvais progrès». Cette idée ridicule traverse l'ensemble du film et nous empêche de bien cerner le sujet, c'est comme si je faisais la distinction entre le «bon soleil» qui me procure de la vitamine D et qui permet la photosynthèse, et le «mauvais soleil» qui provoque les insolations et fait fondre les tablettes de chocolat.

Plus le film avance et plus j'ai l'impression qu'il y a un décalage entre son titre et son propos. Je ne détecte nulle part la volonté de survivre à ce progrès qui agonise, j'ai plutôt l'impression qu'on veut nous faire craindre de devenir ses orphelins. *Survivre au progrès* est aussi traversé d'un complexe d'infériorité envers nos «belles réalisations» techniques qui n'est pas sans rappeler ce que Gunther Anders appelait la «honte prométhéenne». Autour de ce complexe s'élabore la troublante thèse de ce documentaire: nous sommes de proches cousins des chimpanzés, qui n'ont presque pas évolués depuis 150 000 ans, nous sommes des chasseurs-cueilleurs qui n'arrivent pas à s'adapter à la complexité de cette civilisation industrielle avancée. On va jusqu'à utiliser une métaphore d'un extrême mauvais goût en laissant entendre que la situation actuelle équivaut à essayer de faire fonctionner le dernier logiciel (notre société complexe) sur du matériel dépassé (ce vieil animal humain). La possibilité de mettre fin à la civilisation industrielle pour revenir à un mode de vie plus simple et compatible avec la nature n'est jamais évoquée. On ne mentionne pas non plus les rapports de domination qui ont permis de mettre en place et de maintenir une telle «société».

row let go a barrage of rocks, and as soon as their rocks were finished, down on their knees they would go, and the row of men behind had a clear field to let go their barrage. There were causalities in every charge, and the horses couldn't face the heavy rock barrages, and always turned down the side street in front of us, often with their rider lying on the horse's neck."

" Besides this main battle, there were skirmishes going on all over town," Liversedge recounts. Squads of Mounties on foot beat and arrested rioters. Some trekkers climbed onto rooftops and stoned the police patrols below. Gordon Phillips, a trekker throwing rocks from an unlit alley was shot in the left leg and twice below the right knee.

A Festive Atmosphere

Throughout the riot, hundreds of locals remained on the scene watching events or participating. People booed as Mountie horse charges passed by. Along with the outbursts of violence, a festive atmosphere was also present. William Cumming, a bystander on the corner of Eleventh and Scarth, gives a taste: "There was a cry went out, and they were starting to throw gas bombs and the crowd surged back toward the Bank of Montreal corner, giggling and laughing, some of them, as though it was quite a joke."

Liversedge describes another incident: "once, in a lull between [horse] charges, a large group of trekkers came around a corner in front of us, flushed with victory, and led by a group leader wearing a Mounties tin hat, and with the Mountie's club swinging from his wrist by a leather thong."

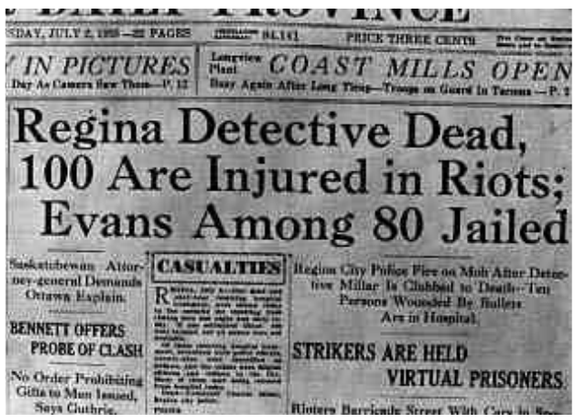
A lot of anger was also present. Liversedge again: "The men of the trek were in a dangerous and resentful mood, bitter and fighting mad."

A couple of hundred rioters had gathered at the corner of Eleventh and Scarth where more barricades were erected. Arriving Mounties received stones from atop the Donahue building. The Mounties approached the barricades and received a tremendous barrage. "It was the worst bombardment we got all night" according to the unit's commanding officer.

The police fired and three rioters were wounded. The gunfire dispersed the crowd.

Back at Eleventh and Scarth, a final major confrontation turned into a bloodbath. Several rows of approaching police were met by stones thrown from several directions. According to Liversedge, the police "tried to keep coming but as one and then another went down they broke, and our first rank went after them. To escape our attack, the retreating bobbies drew their revolvers and opened fire."

Ten trekkers and five locals were wounded. The riot had come to an end.


IN PICTURES

COAST MILLS OPEN

Regina Detective Dead, 100 Are Injured in Riots; Evans Among 80 Jailed

CASUALTIES

BENNETT OFFERS PROBE OF CLASH

STRIKERS ARE HELD VIRTUAL PRISONERS

25 ans. Les principales conséquences du Plan Nord affecteront surtout la biodiversité régionale et les tissus sociaux des communautés. C'est inévitablement de leur destruction qu'il en résultera.

Collaboration citoyenne à la destruction de l'environnement

« [L]e Plan Nord améliorera les conditions de vie des populations nordiques... »
Jean Charest (5)

« ...tous ont travaillé à cerner les réalités du Nord québécois et à établir de nouveaux modes de collaboration. »
Nathalie Normandeau (6)

En 2009, le gouvernement propose un document de travail intitulé *Pour un développement économique socialement responsable* et crée deux tables de partenaires. La première table est composée de 5 représentants des Conseil régional des Élus concernés, 4 représentants des 4 nations et des partenaires sectoriels (éducation, énergétique, faunique, forestier, Hydro-Québec, minier, recherche, touristique, transport, environnement), tandis que la deuxième table regroupe 4 représentants des 4 nations. L'industrialisation du Nord est prise comme variable indépendante et les partenaires peuvent uniquement émettre des recommandations symboliques. Ces tables sont donc des lieux où les groupes de la société civile sont choisis par l'État et invités à s'exprimer sur certains sujets afin de légitimer les projets de l'État et de l'industrie. De plus, le gouvernement ne se gêne pas pour justifier toutes ses actions en invoquant l'acceptabilité et la collaboration des partenaires.

Tout développement industriel sur un territoire dégrade les conditions de vie de la majorité de la population humaine et non-humaine.

Le territoire visé par le Plan Nord s'étend au nord du 49e parallèle et couvre près de 1,2 million de km2, ce qui représente 72% de la superficie du Québec. On y retrouve « une des plus importantes réserves d'eau douce au monde, composée de près de 500 000 lacs et de milliers de rivières » (7). Ce territoire comprend plus de 200 000 km² de forêts dites commerciales. Il constitue « un des derniers potentiels de conservation de vastes territoires naturels intacts au monde » (8). On y retrouve aussi des minerais de toute sorte : nickel, cobalt, éléments du groupe platine, zinc, fer, ilménite et or. Il recèle également du lithium, du vanadium et des éléments de terres rares utilisés dans les domaines de l'énergie, des transports et de la haute technologie.

Avec le Plan Nord, ces importantes réserves d'eau douce seront contaminées, que ce soit de par le méthylmercure relâché par les conifères suite aux inondations qui seront provoquées par les barrages ou bien par la radioactivité provenant des mines d'uranium ou encore par le cyanure utilisé dans le procédé d'extraction aurifère. Ces 200 000 km² de forêts possèdent un

cycle de vie très long, comparativement aux forêts situées plus au sud; leurs régénérations nécessitent au moins 120 ans. Le gouvernement parle de « territoires naturels intacts », par contre, ceux-ci ne le seront plus suite aux passages dévastateurs des mines, des barrages hydroélectriques et de la machinerie forestière. Enfin, le Plan Nord omet aussi toute référence à l'extraction d'uranium.

Il ne précise pas non plus que la demande pour les métaux provient d'industries, des transnationales pour la plupart, situées dans les pays dits émergents – puisque la main-d'œuvre est moins chère et que les États acceptent l'industrialisation massive, afin de fournir aux consommateurs des sociétés industriellement avancées des biens de consommations jetables et souvent inutiles. Et les pays les plus riches vont ensuite critiquer les normes environnementales en vigueur dans ces pays puisqu'ils ont justement transféré les usines de transformation et manufacturières dans ces pays. Il n'y a pas de moyens propres pour s'industrialiser. Si vous voulez consommer des produits industriels, vous devez scraper un écosystème à quelque part. Leurs normes environnementales ridicules sont nécessaires à leur stade d'industrialisation comme c'était le cas pour nous il y a à peine quelques décennies. Ces métaux issus des terres rares sont présents dans des produits de consommation et des technologies de contrôle social, comme les ampoules basse consommation, les véhicules hybrides, les systèmes de catalyse, les additifs pour le diesel, les écrans plats, les caméras digitales et les disques durs.

Écocide annoncé

Le gouvernement affirme que le Plan Nord va « créer de la richesse » et profiter « à toutes les régions du Québec et à tous les secteurs de l'économie » (9). En réalité, le véritable objectif économique n'est pas de créer de la richesse pour tous, mais de détruire les territoires qui permettent aux autochtones de se subvenir à leurs besoins et de favoriser le maintien de l'accumulation de la richesse entre les mains des exploiteurs qui détruisent les relations symbiotiques complexes présentes dans la nature. Il n'y a rien de durable là-dedans, ce n'est que la continuité du modèle colonial d'exploitation du territoire. À long terme, les sols seront épuisés, les cours d'eau seront radicalement transformés et des millions d'animaux seront exterminés; il s'agit d'un véritable écocide en cours. Il sera de plus en plus difficile de vivre sur ces terres, puisque tous les bassins versants risquent d'être contaminés et que l'eau potable se fera rare. Les barrages impliquent l'inondation de terres et des détournements de rivières. En conséquence, dans les régions inondées par les barrages, se formeront des réservoirs d'eau où les conifères ensevelis relâcheront du méthylmercure dans l'eau. Dans un même ordre d'idée, le détournement et l'assèchement des rivières extermineront des milliers de poissons. Fidèles à leurs habitudes, les minières abandonneront probablement leurs déchets derrière eux. Présentement, de 250 à 300 sites miniers à ciel ouvert abandonnés ont été laissés tels quels dans le nord québécois (10). Cette culture de la mort, qui transforme des éléments de la nature en objets standardisés, tente de nous faire croire que le projet du Plan Nord créera de la richesse pour l'ensemble de la société alors que dans les faits, les profits iront dans les coffres des entreprises.

Le gouvernement du Québec espère recevoir 14,3

group of rioters. The Mounties drew up in a line in front of the station. "The trekkers stoned them at will, seemingly from all directions," states one account. Tear gas canisters were launched of which many were thrown back. The commanding officer fired his pistol once over the heads of the rioters, and then five more times, causing them to retreat.

At Hamilton and Eleventh, barricades were erected across the street to counter the tactic of horse charges. Ron Liversedge, who participated in and wrote an account of the trek, gives a description:

"The street was lined with parked cars and we simply pushed them into the streets, turned them on their sides, and piled them two high. The barricades were built quickly, solidly, across the street, from wall to wall, with one narrow opening wide enough for one man at a time to pass through and we built quite a few, a couple of hundred feel apart. It was then, before the first futile charge was made by the Mounties, that the miracle happened. The young boys, and even some girls of Regina, organized our ammunition column. Without being asked, they came riding bicycles in from the side streets, their carrier baskets loaded with rocks, which they dumped behind the barricades, and then rode off for another load."

The horse charges were beaten back:

"As the line of horsemen charged, we waited until they were quite close and then the front

Some headed west along Eleventh Street. Others moved toward the northeast corner of the square (see map to follow the riot).

Concealed cops poured out of three furniture vans which had positioned themselves around the square during the speeches. Undercovers in the square went after trekkers. The cops coming out of the vans lined up in formation.

Two minutes after the whistle blows, trekkers and local residents at the northeast corner came out of back lanes hurling rocks, chunks of concrete, pieces of metal and other objects at the police. The police unit which had stormed the stage was hit. Two others police units now on the square were attacked and their formations dispersed. “We had to watch for missiles coming from all over the place,” stated a cop who was present. Violent clashes ensued as two hundred trekkers and locals who were moving down from the northeast corner were met by groups of Mounties wielding clubs. Some trekkers carried poles, improvised clubs or metal bars.

Constables Hogan and Splitt apprehended a trekker and were surrounded by a group of men. From Splitt’s account: “They ran right out in front of us and one of them demanded that we release the prisoner, saying, “He is not doing any more than any of the rest, you had better let him go.” Just then Constable Hogan said something and I turned and saw him full down, and someone had hit him on the back of his head, the blood just started to spurt out.”
Splitt was felled as well and the arrested man escaped.

Jacob Brunner, a local, described a man being beaten by three cops: “Just wherever they could hit him they were hitting him, on the head and anywhere they could – arms and everything, and he was kind of smothered there in blood, you couldn’t tell who he was, you could just see it was a man.”

It was as these initial clashes were taking place that Charles Millar, a plainclothes detective, was killed. Accounts differ but it seems most likely it occurred when he emerged from the copshop on the square when he noticed people trying to gain access to a toolbox attached to a steam roller. Miller attempted to prevent them and was clubbed.

A troop of 38 Mounties on horseback arrived on the scene and broke into two squads. They trotted up and down Ostler Street, clubbing strikers and locals, cornering them in doorways and against walls.

For the first time, tear gas was used.

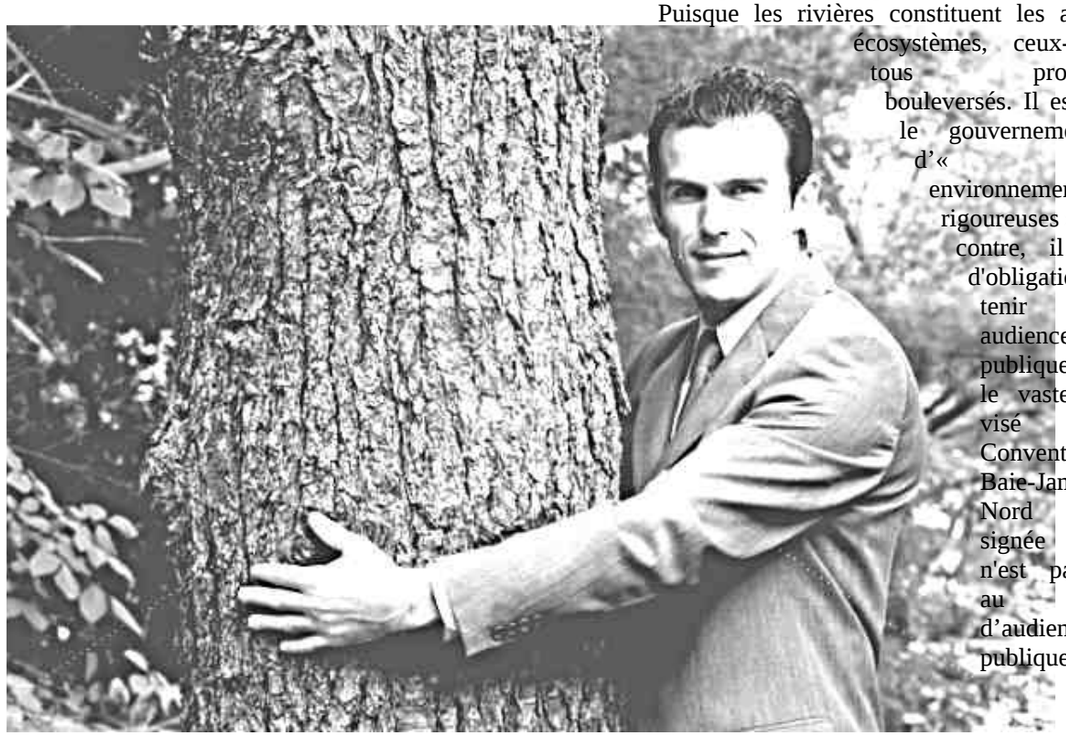
The Riot Spreads

A hundred trekkers and locals flooded west along Eleventh Street and were joined by one hundred rioters who had circled around from Market Square. At Rose, they helped themselves to construction materials in front of the Army and Navy Store. Sreetcars running along Eleventh were immobilized.

The procession reached City Hall three blocks west of Market Square. Some of the people flowed on to the grounds. Several banged on the locked entrance.

At the RCMP Town Station where Evans had been taken, on Cornwall just north of Eleventh, an arriving detachment of Mounties was attacked as they stepped out of their vans. The police charged but were driven back by a large

G$ en retombées fiscales (redevances, taxes, impôts des travailleurs et des sociétés) sur 25 ans, soit 560 millions par année. Les retombées projetées ne représentent que 17,8% des dépenses estimées totales (80G$). Selon un scénario très optimiste où la part du privé et celui du public seraient équivalentes, ce qui s'avère être fort improbable, le gouvernement traînera un déficit de 2,3 G$. Même si les redevances sur les profits passent de 12% à 16%, le pourcentage en retombées fiscales reste très faible. Selon une étude publiée par l’IRIS en 2012, le gouvernement « devra payer 8,45 milliards de plus que ce qu’il recevra du Plan Nord », puisque le régime fiscal québécois permet diverses déductions rendant possible la réduction des taux de redevances et que les dépenses liées au déplacement pour avoir accès aux services sociaux et de santé dans les régions éloignées augmenteront suite à l’effet de la croissance de la population.



Greenwash

« La protection de l’environnement et des écosystèmes nordiques sera au cœur des décisions. Pour ce faire, le gouvernement du Québec s’engage à ce que les projets se fassent dans le respect des principes du développement durable et soient soumis à des analyses environnementales rigoureuses. À cela se rajoute deux engagements supplémentaires pour assurer la protection de l’environnement sur le territoire du Plan Nord, soit de consacrer, à terme, 50% du territoire du Plan Nord à des fins autres qu’industrielles, à la protection de l’environnement et à la sauvegarde de la biodiversité ainsi que de constituer, d’ici à 2015, un réseau d’aitres protégées d’au moins 12% de la superficie couverte par le Plan Nord. » (11)

Nous pouvons grandement douter des intentions du gouvernement en matière de protection de l’environnement, puisque nous savons qu’il prévoit détourner toutes les grandes rivières nordiques pour la production hydroélectriques. Puisque les rivières constituent les artères des écosystèmes, ceux-ci seront tous profondément bouleversés. Il est vrai que le gouvernement parle d’« analyses environnementales rigoureuses », par contre, il n’a pas d'obligation de tenir des audiences publiques puisque le vaste territoire visé par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois signée en 1975 n'est pas soumis au Bureau d’audiences publiques sur

l'environnement (BAPE). De toute façon, le BAPE nous a prouvé à maintes reprises son inefficacité à faire quoique ce soit, puisqu'il n'est que consultatif.

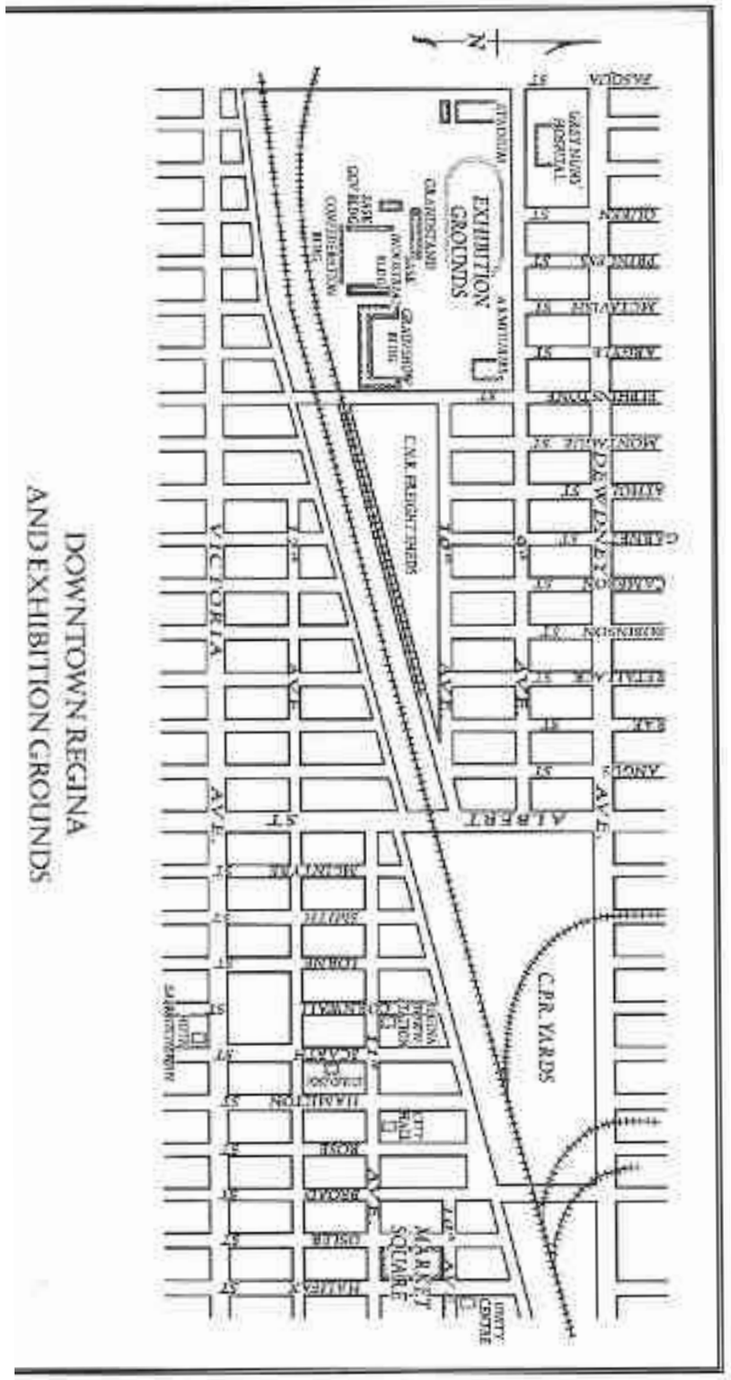
Dans ce 50% qui est sensé être à l'abri des activités industrielles, le gouvernement prévoit inclure la coupe forestière et l'exploration minière. Cependant, la Loi sur les mines confirme que l'activité minière prédomine sur tout le reste. Non seulement les aires protégées ne sont pas garanties à long terme, mais elles sont interchangeables; c'est-à-dire que si un gisement de minerai important est trouvé dans une aire protégée, l'État peut remanier les zones protégées afin de permettre leurs exploitations en protégeant une autre aire de superficie équivalente qui a peut-être déjà été exploité. De plus, rien n'empêche le gouvernement de protéger une aire près d'une mine. Une mine peut être située en aval d'un cours d'eau important et peut donc potentiellement le contaminer. Et aussi, rien n'empêche le gouvernement de protéger une aire où se trouve un réservoir d'Hydro-Québec ou une rivière détournée.

En octobre 2011, Léopold Gaudreau, sous-ministre au MDDEP, confirmait aux médias que la foresterie sera permise sur la plus grande partie de ces 50% : « Sur la foresterie, il y a un grand consensus (sic) que c'est une activité qui protège la biodiversité, quand elle est soumise à des règles strictes » (12) (13). Dans le 50% d'aires protégées, on y retrouve surtout des « réserves de terres du capital nature », statut qui ne correspond à aucune norme internationale. Ce statut permet dans ces réserves « l'acquisition de connaissances », c'est-à-dire qu'il permet la prospection minière et la coupe forestière « allégée » dans le but de déterminer ce potentiel.

Le 14 février 2012, le gouvernement a modifié légèrement son discours (14). Pierre Arcand, le ministre provincial de l'Environnement, a annoncé l'intention de créer 20% d'aires protégées d'ici 2020 dans la zone du Plan Nord. Seulement 12% de cette aire se trouvera dans la forêt boréale. Pour justifier cette décision, il argumente que dans les 88% restant, les gens « vivent » de la coupe de bois industrielle. Coincé dans un rapport marchand à la vie imposé par économie industrielle et capitaliste, les gens dépendent de leur salaire de travailleurs/travailleuses dans les coupes à blanc, aussi exigées par cette même économie.

Modeler les habitantEs du Nord en de bons travailleurs/travailleuses dociles et jetables

En matière d'éducation, le gouvernement veut « offrir des cheminements scolaires adaptés aux élèves du Nunavik » et « assurer une adéquation entre les besoins des entreprises et les formations particulières en développant des liens entre les communautés et le milieu des affaires » (15). On ne veut surtout pas que les jeunes du Nunavik fassent ce qu'ils et elles désirent faire, on veut les orienter et les modeler selon les besoins des entreprises. On veut qu'ils/elles aillent travailler pour les entreprises minières dès l'ouverture des mines jusqu'à leur fermeture, alors qu'elles/ils pourriront sur place dans un milieu contaminé. En plus d'un investissement de 80 M$ pour les formations, l'État construira 4 nouveaux centres de formation professionnelle dans les régions visées. Le gouvernement vend les terres aux entreprises, assure leur sécurité en important des corps policiers et en construisant de nouvelles prisons, et cela pour transformer en esclaves de l'économie de marché ceux et celles habitant ces terres. Il s'occupe du même coup de la formation des esclaves salarié.e.s de cette industrie. À moins de s'exiler dans un centre urbain, les populations locales n'auront d'autres choix que de se vendre aux corporations afin de survivre. Ce sont ces mêmes compagnies qui viendront retirer de la terre tout ce qui est en leur possible. De la sorte, tous autres usages et façons de vivre autonomes dans ces régions deviendront impossibles.



present as well as a thousand local residents. Other trekkers were elsewhere in town or at the Exhibition Grounds twenty blocks away where they were staying.

Unbeknownst to the trekkers, a warrant had been issued for the arrest of seven men accused of being leaders of the trek. But the RCMP had been unable to locate five of them. The two others, Arthur Evans and George Black, were on the improvised stage, a flatted truck.

At 8 pm, speeches began.

The Riot

At 8:17, Inspector Walter Mortimer emitted two piercing whistle blows. The garage door of the police station on the square flew open and a 31-man unit of cops emerged and ran toward the stage, shouting and brandishing sawed-off baseball bats. Black and Evans jumped off the stage and were immediately seized by plainclothes police. Clarence Mason, a trekker, attempted to unarrest Black. He was neutralized and arrested. The three prisoners were hustled off the square.

As the cops charged toward the stage, people in the crowd bolted and tried to get out of the way.

The Regina Riot

July 1, 1935

Introduction

In 1932, as the Great Depression deepened, a law was signed into effect by the Conservative government of R.B. Bennett which created “relief camps” for single, unemployed men. Work in the camps, under the auspices of the Department of National Defense, consisted of hard manual labour.

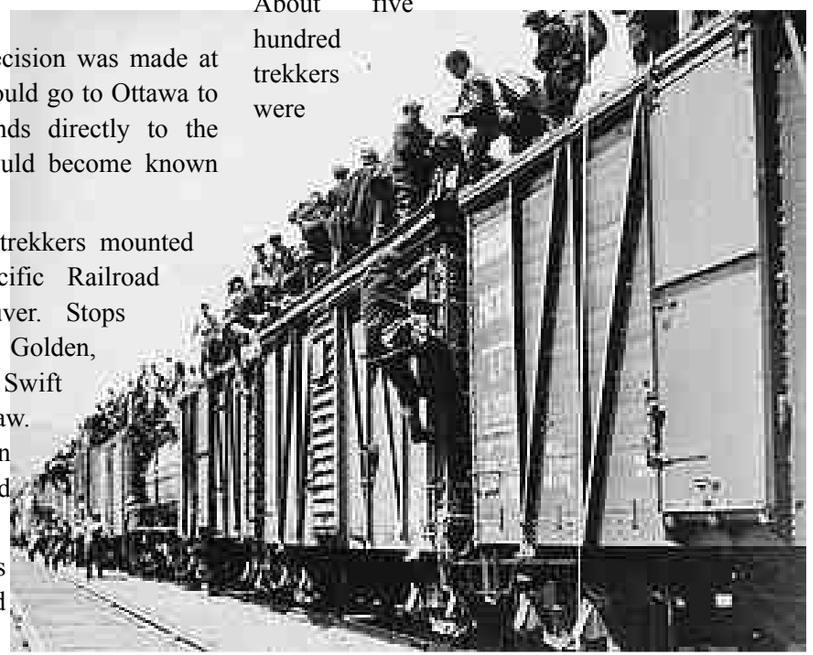
Widespread dissatisfaction at the camps with poor pay and working conditions as well as other concerns culminated in a strike. About fifteen hundred men left the camps and headed to Vancouver which became a centre of strike activity. A unemployed peoples organization was set up and marches, rallies and occupations took place.

In the spring of 1935, a decision was made at an assembly that strikers would go to Ottawa to present a series of demands directly to the government. The event would become known as the On-to-Ottawa Trek.

On June 3, one thousand trekkers mounted on top of Canadian Pacific Railroad boxcars and left Vancouver. Stops were made at Kamloops, Golden, Calgary, Medicine Hat, Swift Current and Moose Jaw. Rallies were held to explain the trekkers’ goals and funds were solicited.

By the time Regina was reached a decision had been made by the federal government to stop the trek. Two cabinet ministers arrived in Regina and proposed that a trekkers’ delegation come to Ottawa to discuss their demands with the prime minister. When the meeting took place Bennett refused to negotiate and the delegation left empty-handed and returned to Regina. The CP and CN railroads, in conjunction with the federal government, refused henceforth to allow the trekkers to use boxcars to continue on toward Ottawa. An attempt by some trekkers to leave the city in trucks was halted by the RCMP.

A rally was called for July 1 on Market Square to explain the situation and to solicit funds. About five hundred trekkers were



Comme avec les condos dans nos quartiers

Avec l’arrivée de milliers de travailleurs/travailleuses dans les régions, le coût des logements a commencé à augmenter et cela dans des régions qui faisaient déjà face à une pénurie de logements. Dans les communautés de la Côte-Nord ayant fait le choix d’accepter l’activité économique des grandes entreprises, en plus de l'augmentation du prix des loyers, on assiste à une hausse des prix des denrées alimentaires. Plusieurs travailleurs et travailleuses ont accepté d'aller s'investir au chantier du complexe La Romaine puisque c’est plus payant, ce qui a fait gonfler les prix des biens de consommation. De plus, il manque d’infrastructures sociales telles que des écoles où des garderies. Quant aux jeunes, elles/ils lâchent l’école pour aller travailler sur le chantier, faire la piastre, pour ensuite engraisser les poches des dealers de coke.

Faciliter la circulation des objets morts

Dans ce projet de développement, faciliter la circulation des objets morts est le principal rôle de l’État. Son objectif est de mettre « en œuvre un développement intégré des différents modes de transport et moyens de communication » (16). En d’autres mots, l’État devra construire des ports, des aéroports, des milliers de km de routes, de voies ferrées, de lignes de transmission, des centrales hydroélectriques, des postes de transformations, des digues, des barrages et des tours de télécommunication pour l’utilisation d’Internet à haute vitesse et pour la téléphonie cellulaire. Il devra également s’assurer de l'approvisionnement en essence, en nourriture, en différentes marchandises, en drogues et alcools, entretenir et surveiller les routes, les parcs et les infrastructures. D’ici 2016, l’État compte dépenser plus de 1,2 G$ dans le

développement des infrastructures. Une fois les extractions terminées, c'est l'État qui devra assumer seul l'entretien de ces infrastructures.

Pour le moment, les priorités ont été mises sur la prolongation de la route 167 vers les monts Otish, la réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont ainsi que la prolongation de la route 138 entre Natashquan et Blanc-Sablon. Les monts Otish se retrouvent à 250 km au nord de Chibougamau, un des points les plus élevés du Bouclier Canadien (jusqu'à 1128 m). Six des plus grandes rivières du Québec y prennent leur source : Caniapiscau, Eastmain, Rupert, Témiscamie, Péribonka et Manicouagan. Ces rivières s'écoulent ensuite dans les quatre grands bassins versants du Québec: l'Ungava, la Baie James et la baie d'Hudson et le Saint-Laurent nord-est (17). Ce territoire est visé par un projet de mine de diamants (le projet Renard de la minière Stornoway) et un projet de mine d'uranium (le projet Matoush de la minière Strateco).

Le rôle des entreprises

« Cette participation du secteur privé à la mise en place d'infrastructures publiques de transport au profit d'un projet de développement économique concrétise de belle façon notre vision du développement durable du Québec nordique » Jean Charest (18)

« [Le Plan Nord] donnera une voix au Québec dans cette mise en valeur de nos richesses naturelles. » Françoise Bertrand, Fédération des Chambres de Commerces du Québec (19)

On semble vouloir poursuivre ce modèle de développement jusqu'à l'épuisement complet des ressources naturelles disponibles. 11 nouveaux projets miniers sont présentement en branle sur le territoire du Plan Nord. Les minières promettent seulement 4 000 emplois par année pendant l'exploitation.

Voici quelques-unes d'entre elles :

Stornoway Diamond Corporation veut exploiter une mine de diamants aux monts Otish.

Goldcorp prévoit exploiter une mine aurifère près de la Baie-James, le projet minier Éléonore, situé sur les rives du réservoir Opinaca.

ArcelorMittal Mines exploite deux importantes mines à ciel ouvert, la première à Mont-Wright (près de Fermont) et la seconde à Fire Lake.

Corporation minière Osisko est présentement concentrée à Malartic en Abitibi-Témiscamingue, à sa mine Canadian Malartic.

Cliffs Natural Resources exploite une mine de fer près de Fermont. Ils possèdent très majoritairement les résidences pour les familles établies dans la ville de Fermont.

Rio Tinto Fer et Titane possède une mine de titane près de Havre St-Pierre, sur la Côte-Nord. Il possède aussi Iron Ore Company (IOC), le plus important producteur de minerai de fer au Canada.

New Millenium Iron et Labrador Iron Mines visent à exploiter des mines de fer près de Schefferville.

Xstrata Nickel (Mine Raglan) développe de nouveaux projets miniers au Nunavik, surtout dans la production de nickel sur le site de la mine Raglan. Cette compagnie planifie aussi de construire la mine Qakimajurq et de poursuivre leurs activités à la mine 2.

Champion Minerals Inc. est une société canadienne d'exploration et d'exploitation de minerai de fer avec des propriétés situées dans la Fosse du Labrador. Cette entreprise détient les projets Lac Fire Nord, Bellechasse et Harvey-Tuttle.

Tata Steel Minerals Canada exploite des mines de fer près de Schefferville et au Labrador.

Adriana Resources possède un projet de mines de fer au Québec, Lac Otelnuk project, et un autre au Labrador, Bedford Iron Prospect.

Hydro-Québec, spécialiste de la destruction de l'environnement

Hydro-Québec tente de construire des centrales hydroélectriques sur le plus de rivières possibles. Sur la Côte-Nord, il y a majoritairement des rivières à saumon, comme la Romaine. Pour exporter l'électricité, Hydro-Québec a aussi

Les pavés et autres projectiles

Ici, le tir est tout. Il doit arriver à la bonne place et les têtes des passants et autres manifestants signifient que le tir n'était pas assez précis. Dans le doute d'être capable de projeter au-delà des personnes devant vous le projectile, mieux vaut s'abstenir. (Sauf, bien sûr, si les personnes devant vous sont des anti-émeutes).

Le bon samaritain

Nous sommes encerclé-e-s et soudain, quelqu'un-e ouvre une porte comme on tend la main. On s'engouffre avec contentement vers cette libération spontanée. Sans s'entretuer, sans détruire le logement ou le magasin sur son passage, sans fuir plus que ce qui est nécessaire : les flics. Pour ma part, je pousse même l'audace jusqu'à avouer ma reconnaissance : merci. Pis pourquoi pas, une petite bière sur place?

On reste pacifique

Ce slogan m'écoeure! Mais le consensus me tient à coeur! Si 95% des gens autour de moi scande ce slogan, je me dis que c'est une volonté majoritaire et soit je marche, soit je crisse mon camp!La démocratie directe, ça se passe pas toujours à main levée.

Diversité des tactiques

Si vous demandez au monde d'être solidaire avec vous, vous devez être solidaires avec eux. Par exemple, oui vous êtes plus ciblés par les policiers pour une arrestation, mais ça vient avec! Faut assumer! Courir comme si sa vie en dépendait au détriment des autres que vous poussez et enjambez, c'est poche. Affrontez les flics à la place, c'est le bon moment quand ils chargent. Et quand on est assez pour le faire, ça marche. On ferme la dispersion.

Sans manif

Par ailleurs, aucune de ces actions n'est impossible à l'extérieur des manifs. De plus, quoique ce soit peut-être moins enivrant, ça fonctionne souvent mieux. Lorsqu'on s'amuse bien, on joue solidairement.

On peut faire de l'action directe
sans se désolidariser avec les autres personnes en lutte!

Beau comme des condos qui brulent...

Et oui, on aime toujours ça vous mettre une petite brève sur le sujet dans chaque MH, c'est parce qu'il y a des beaux brasiers à Montréal...
Entre mars 2011 et 2012, le SPVM compte six immeubles à condos « victimes » des flammes. Le dernier en date : 15 mars 2012, au coin des rues Sainte-Rose et Champlain (centre-sud), un édifice de condos en construction entièrement détruit, faisant plusieurs centaines de milliers de dollars de dommages.
L'incendie a nécessité trois alertes du service des incendies qui a dépêché 60 pompiers pour combattre les flammes avec 17 camions échelles et auto-pompes. Le feu s'était très rapidement propagé dans l'ensemble du bâtiment. Le toit s'est effondré, ne laissant aucune chance aux pompiers de sauver quoi que ce soit.

Action directe solidaire

Un soir d'avril, je suis dans une manif. Troublée. La diversité des tactiques valse autour de moi, mais se pile sur les pieds.

Ralentir le traffic

Des cônes, des panneaux routiers, des barres de métal, oui ça se met bien dans les rues, surtout quand ils traînent le long des trottoirs.
Mais ça se met en QUEUE DE MANIF, pas en avant, pas dans le milieu. Sinon, ça devient un obstacle à la mobilité des gens à l'intérieur même de la manif qui trébuchent dessus et potentiellement se blessent. Probabilité augmentée en cas de charge par la police.

Péter des vitres

Ultimement, tout est un symbole du capitalisme. Mais certains le sont plus que d'autres…Un hôtel, même pas d'une méga-chaîne, ce n'est pas la meilleure cible. Il faut bien regarder aussi s'il y a pas quelqu'un-e de l'autre côté à la fenêtre…
Il y a des cibles plus stratégiques que d'autres, sans oublier les condos en construction…

Péter des chars

Je déteste les voitures. Elles polluent, leur construction contribuent à la destruction de l'environnement et tuent plus de monde par année que le cancer. Sauf que…des poubelles de ville jetées sur des chars communs dans les rues, ça fait juste donner plus d'argent aux compagnies d'assurance. Ou la personne débourse de sa poche, ou elle demande à sa compagnie d'assurance qui augmentera sa prime.
Haine envers les voitures? Pourquoi ne pas brûler un concessionnaire automobile? Ou des chars de flics.

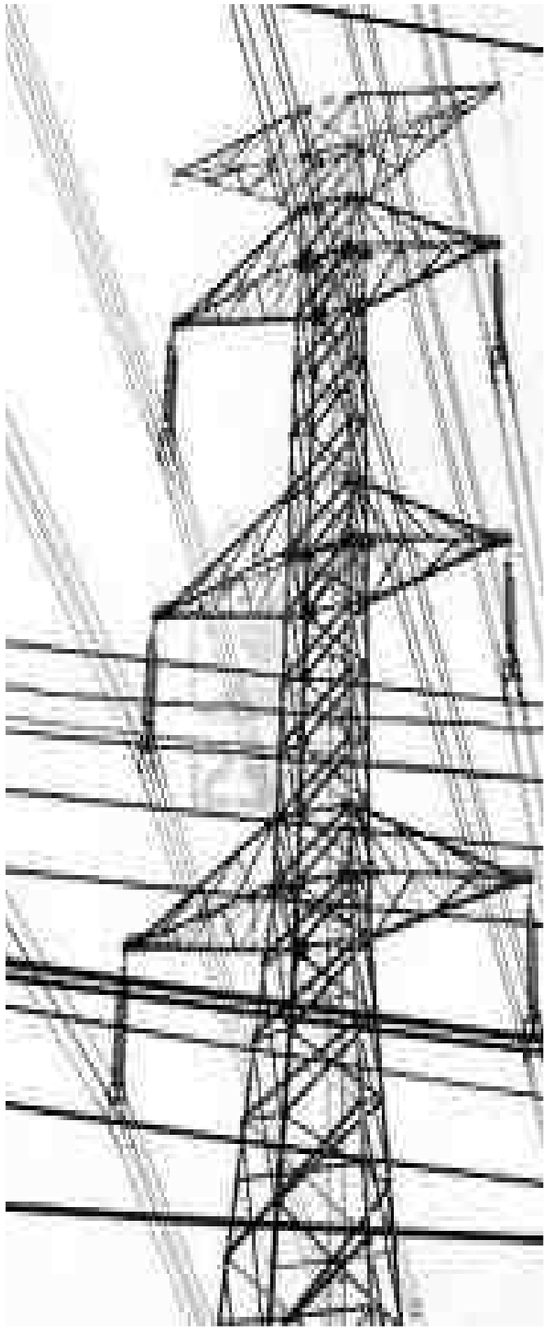
besoin de construire plusieurs kilomètres de lignes de transmission qui passent généralement sur les territoires de chasse des InnuEs et des CriEs. Près de la Romaine, les InnuEs chassent depuis des centaines d'années le Caribou des bois, dont la compagnie d'État nie l'existence. Ce faisant, ces barrages compromettent la sécurité et la subsistance de tous les peuples autochtones et des pêcheurs/pêcheuses de la Côte-Nord.

Hydro-Québec a toujours nié les impacts liés à la construction de barrages et à la création de réservoirs; inondation des terres, assèchement des rivières, destruction de la flore et des habitats. Les conifères inondés par la création de réservoirs sont la cause du taux élevé de méthylmercure dans les rivières et des émanations de méthane et de gaz carbonique. Ce mercure se retrouve dans les poissons, qui sont ensuite consommés par d'autres animaux. Certaines populations de poissons disparaissent tout simplement puisqu'ils ne peuvent plus remonter les rivières. Les oiseaux migrateurs perdent aussi leurs lieux de procréation. Ainsi, les barrages annoncent la fin d'une riche biodiversité.

Contrairement à ce que l'on en dit, il n'y a rien de nouveau dans le Plan Nord. En 1975, le gouvernement du Québec avait conclu une entente avec le Grand Conseil des Cris et celui des Inuits, intitulée la *Convention de la Baie-James et du Nord Québécois*, ce qui permis jusqu'à aujourd'hui la construction de grands complexes hydroélectriques. Petite précision : les travaux hydroélectriques ont débuté dans cette région en 1973 et l'annonce officielle du gouvernement de la développer avait été faite en 1970. Quant à la Paix des Braves, elle a été signée le 7 février 2002, à huis clos et sans référendum. L'enjeu principal de l'accord a été l'accès aux ressources naturelles (minières, forestières et hydrauliques) pendant 50 ans pour une indemnité de 5 500$ par tête.

Conclusion

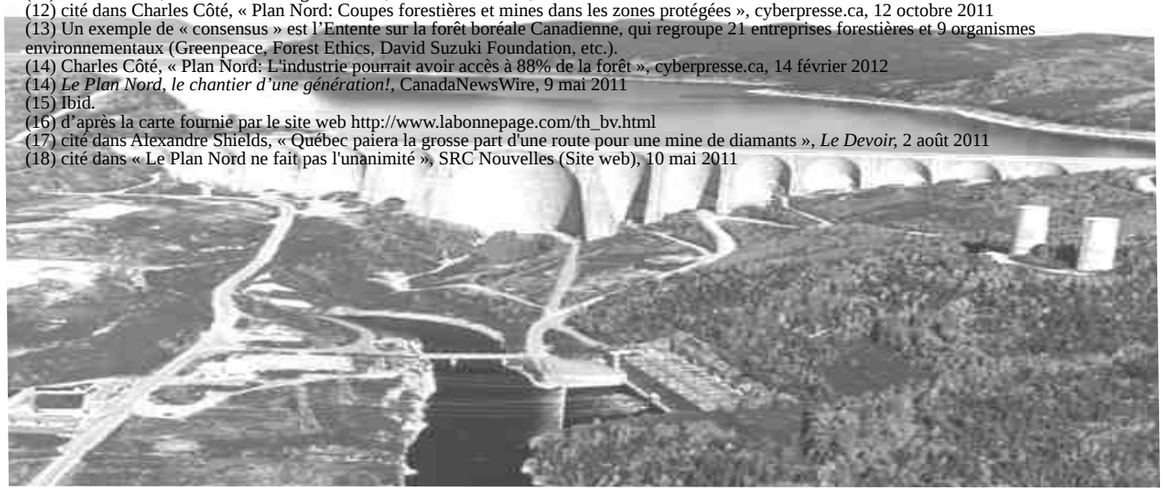
Le désert social, celui présent dans nos relations sociales, est déjà parmi nous : isolement social, relations superficielles, espaces quadrillés et artificiels, stress, angoisse, détresse psychologique, aliénation par le travail et l'école, pauvreté



économique et spirituelle, vide total. C'est aussi grâce à ce désert social que nous acceptons une certaine désertification du monde naturel, une perte de la biodiversité et la soumission forcée des cultures « non-développées ». Si nous sommes rendus insensibles à la destruction des habitats naturels, à la contamination des sols et des rivières desquels nous soutirons ce dont nous avons besoin pour vivre, à la pollution de l'air que nous respirons, ainsi qu'à la destruction des modes de vie tribales et paysannes, à la mise en esclavage d'une grande partie des habitants des pays « en voie de développement » et à notre propre esclavage moderne, c'est parce que nous avons été éduqués et habitués à ne pas remettre en question les mythes de cette civilisation et l'idéologie du développement. Toute civilisation implique une domination d'un groupe social sur le reste de la population, la création de cités, une destruction/chosification de la vie et une transformation de ses éléments en marchandises. Le développement économique du Bouclier canadien n'est qu'une conséquence logique des exigences du Capital et de notre mode de vie civilisé; en d'autres mots, la société industrielle avancée a besoin des minerais, du bois et de l'énergie hydroélectrique provenant des territoires nordiques pour continuer à nous vendre des « choses », des objets morts, des objets que nous désirons acheter dans l'espoir de remplir le vide de nos vies de civilisés. Retrouvons-nous au sein des oasis, dans des communautés inter-espèces imprégnées d'une culture de résistance, défendons-les par tous les moyens nécessaires. Soignons nos blessures et celles de la terre afin de préparer plus efficacement l'offensive contre la civilisation. Trouvons ensemble la force et les moyens de combattre ce qui nous détruit. Soutenons activement ceux et celles qui ont osé, osent et oseront passer à l'action dans l'objectif de détruire les infrastructures qui soutiennent cette civilisation industrielle et son réseau d'institutions sociales.

Références

(1) cité dans *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
(2) cité dans *Neuvième rencontre de la table des partenaires avant le lancement du Plan Nord*, CanadaNewsWire, 14 mars 2011
(3) Ibid.
(4) http://www.youtube.com/watch?v=75p8Di8R0gI
(5) cité dans *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
(6) Ibid.
(7) *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*,CanadaNewsWire, 9 mai 2011
(8) Ibid.
(9) Ibid.
(10) Selon le groupe Non à une marée noire dans le St-Laurent. Par ailleurs, le gouvernement prétend devoir débourser 650 M$ pour restaurer ces sites miniers abandonnés, une estimation très optimiste.
(11) Le Plan Nord, le chantier d'une génération!, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
(12) cité dans Charles Côté, « Plan Nord: Coupes forestières et mines dans les zones protégées », cyberpresse.ca, 12 octobre 2011
(13) Un exemple de « consensus » est l'Entente sur la forêt boréale Canadienne, qui regroupe 21 entreprises forestières et 9 organismes environnementaux (Greenpeace, Forest Ethics, David Suzuki Foundation, etc.).
(14) Charles Côté, « Plan Nord: L'industrie pourrait avoir accès à 88% de la forêt », cyberpresse.ca, 14 février 2012
(14) *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
(15) Ibid.
(16) d'après la carte fournie par le site web http://www.labonnepage.com/th_bv.html
(17) cité dans Alexandre Shields, « Québec paiera la grosse part d'une route pour une mine de diamants », *Le Devoir*, 2 août 2011
(18) cité dans « Le Plan Nord ne fait pas l'unanimité », SRC Nouvelles (Site web), 10 mai 2011



qui met le feu aux rideaux? Confiants que la civilisation pourra toujours fournir aux enfants obéissants de quoi se chauffer et se nourrir.

Une affiche "éducative" vue dans l'autobus: le Canadian Clean Air Alliance, nous apprend que "Fire: it's so easy, cavemen still do it". Qui sont-ils? Un groupe de citoyens et citoyennes engagées, concernées, mobilisées. Résidents du mile-end ou des banlieues semi-rurales de l'ouest de l'île. Leur combat? Éteindre les derniers feux de foyer, partout où ils se trouvent.

Pour eux, l'odorante fumée d'un feu de camp est un poison mortel, plus terrible que n'importe quel déchet nucléaire, plus destructeur que n'importe quelle autoroute. La milice anti-feu s'attaque au restos portugais du Plateau-Mont-Royal au nom de la qualité de vie, ce qui est plutôt insignifiant considérant la vie qu'ils ont choisie et où ils ont choisi de la vivre.

Et quand des escadrons de pompiers volontaires parcoureront les forêts au nom de la santé publique, piétinant les feux de camps autour desquels quelques amiEs se rassemblent encore, serons-nous enfin liberés de la peur du cancer?

La santé, c'est aussi un de ces dispositifs qui servent à mobiliser et à contrôler les citoyens, pour qu'ils deviennent flics de la norme et du respect d'autrui.

Le cancer est une menace qui nous tient tous, plus ou moins. Mange bien, ne va pas trop dehors, soit heureuse, sinon tu l'auras, toi aussi! On fait ce qu'il y a à faire, on se surveille, ça occupe. On aime bien aussi aller voir le docteur de temps en temps, pour qu'il nous rassure. Non, ça ne sera pas moi cette année, la personne sur 5.

Le cancer fait partie de la crise perpétuelle engendrée par l'État, celle contre laquelle il peut nous protéger. Celle qui fait que de lui, on ne peut s'exclure, parce qu'en définitive il est le seul à pouvoir nous sauver.

Cette probabilité statistique de mourir semble venir de nulle part. Elle nous distrait car elle nécessite notre attention constante. Elle parvient ainsi à nous faire oublier qui en est responsable: la civilisation même qui prétend nous sauver. Et nous maintenir, toujours, dans la peur de la mort qui nous frappera si nous arrachons le respirateur artificiel.

"Tous ce qui ressortissait au Dehors, l'illégalité, donc, mais aussi la misère ou la mort, dans la mesure ou l'ON parvient à les gérer, subissent une intégration qui les élimine positivement et leur permet de rentrer dans la circulation. C'est pourquoi la mort n'existe pas au sein du Biopouvoir: parce qu'il n'y a plus que du meurtre, qui circule. Au travers des statistiques, c'est tout un réseau de causalités qui maintenant enchâsse chaque vivant dans l'ensemble des morts qu'a réclamé sa survie. Mais c'est aussi médicalement que la mort est devenue meurtre, avec la multiplication de ces "cadavres au coeur battant" qui auraient trépassé depuis longtemps s'ils n'étaient conservés pour être trépasses."(Tiqqun, Introduction à la guerre civile)

So easy, cavemen still do it

Le matin très tôt, les mouettes se tiennent en bande aux coins des rues et crient plus fort que les chars. Quand j'étais petite, les mouettes me faisaient penser à la mer, et je pensais qu'elles en venaient. Maintenant je sais qu'elles sont tombées bien bas depuis leur lieu de naissance, même si dans les villes elles s'en tirent mieux que la plupart des animaux. Elles me font toujours penser à la mer, même si ça n'a plus rien à voir. Des fois on a besoin de voir la mer dans sa tête.

Je me dis, il reste au moins ça. Pour moi ces petits restes me rappellent ce qui est plus grand, le cycle qui ne s'est pas encore arrêté. Les plantes, les animaux et les gens qui s'obstinent, qui continuent de vivre et de garder vivant les liens entre eux au milieu de toute cette mort, dans l'empire qui a tout épuisé.

Le feu est une de ces choses qui restent. Pour ceux et celles qui le peuvent encore, en nous habitant il fait le lien entre la fête et l'émeute, entre la peur du feu qui détruit tout et la joie des étincelles qui illuminent les visages. Ramasser une pile de bois, les petites branches qui t'écorchent la peau, l'odeur qui imprègne les cheveux.

Le feu évoque aussi un savoir faire particulier, des techniques simples qui permettent de tenir dans le creux de sa main un pouvoir disponible, une des clés de la survie. Mais savoir faire un feu, c'est comme faire pousser des tomates, ça s'apprend, ça se transmet, ça se perd aussi. Combien de gens savent encore faire un feu, et combien pensent mains sales, cancer, enfant pyromane

Colonialiste, le mouvement étudiant?

Durant la dernière semaine de février, *Le Devoir* publiait dans ses pages une affirmation de la CLASSE (Coalition Large de l'ASSÉ), via son porte parole G. Nadeau : « La Coalition affirme qu'elle a une 'panoplie d'alternatives' à proposer au gouvernement pour financer l'éducation, comme le Plan Nord, par exemple. 'Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un "bar ouvert" pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances?' ». Ledit porte parole a récidivé plusieurs fois, en ramenant devant les médias l'importance des redevances minières dans un possible financement de l'éducation. Ironie ou pas, la déclaration est récurrente et inquiétante.

WTF (What the fuck), me suis-je dit. Le mouvement étudiant, tellement épris de justice sociale, propose de passer sur le corps des Cris, de saccager la forêt boréale, d'ouvrir le ventre du Nunavik pour en extraire de l'uranium et des diamants, de coloniser les Abitibien-ne-s, les Nord-Côtoi-se-s, de scrapper le golfe du St-Laurent en harnachant les dernières grandes rivières de la Côte-Nord, de piler sur les Innus, de massacrer les caribous des bois, et tout le reste, pour financer sa chère éducation pas chère? Après coup, je ne crois pas que ce soit là l'intention *avouée* de la CLASSE, ni de son porte-parole, mais l'appui tacite que ces propos donnent au Plan Nord et au gouvernement Charest est sinistre. Pour toucher des redevances sur l'exploitation, il faut exploiter. Or, cette dynamique implique une désolidarisation du mouvement étudiant d'avec les luttes autochtones, d'avec la réalité des régions. Elle suppose une prise de position positive quant au discours capitaliste de destruction de la nature, donc un discours colonialiste et opposé aux luttes de libération sociale des communautés touchées par le Plan Nord.

Par de telles positions assumées, le mouvement étudiant s'éloigne constamment d'une perspective d'écologie profonde et d'anarchisme. Diamétralement opposée au développement sauvage des « ressources naturelles », elle requerrait une analyse qui ne promeut pas la gestion étatique des régions, ni leur pillage par les requins des centre métropolitains. En fait, en se positionnant pour les redevances minières, la CLASSE encourage le gouvernement dans ses ambitions bourgeoises, racistes envers les autochtones et profondément colonisatrices des espaces nordiques. En tant qu'éco-anar, je ne manifeste, bloque les portes, etc., que par un sentiment de solidarité qui s'érode au gré des concessions faites au discours dominant. Car, avant de pouvoir soutenir le mouvement étudiant de tout mon cœur, il me faudrait en premier lieu apprécier ses revendications et ses façons de faire.

En ce qui concerne les revendications de la CLASSE, les conversations sont révélatrices :

« Pourquoi on milite? - Pour une éducation gratuite, une chance égale pour tout-e-s »
« Une chance de quoi? - Réussir dans la vie, réformer ce système pourri, pour tout le monde! »

Réformer. Réussir. Dans les rêves les plus fous, la production de gestionnaires et de professionnel-e-s de l'économie du savoir serait même gratuite. La machine universitaire, avec sa hiérarchie, sa violence, est très bien toléré; il s'agit de lui donner une face plus humaine, plus inclusive. Pour les « dirigeants » étudiants, les portes paroles, la question n'est pas de faire un monde où les échelles de pouvoir seraient abolies. Plutôt, il s'agit de trouver des alternatives à un enjeu spécifique, celui de la hausse des frais, peu importe ce qu'il en coûtera pour les communautés nordiques, ou encore les régions touchées par l'exploitation des gaz de schistes. En acceptant la logique de discussion économiste du

gouvernement, pour pouvoir peser dans les négociations avec les puissant-e-s du Québec, la CLASSE a visiblement oubliée le massacre que représente le Plan Nord et l'exploitation sauvage du territoire par une bande de capitalistes assoiffés d'argent et de pouvoir.

Les revendications réformatrices ne remettent pas en question l'ordre établi par la révolution tranquille et capitaliste, libérale en son temps. Si l'on soulève ce point au sein du mouvement étudiant, on se fera souvent répondre que l'éducation accessible à toutEs est un premier pas dans la valorisation des disciplines critiques et de l'enseignement critique. Bonne blague, quand l'on pense au succès capitaliste qu'ont les pays Scandinaves. Là bas, les étudiant-e-s sont payés, et ça ne les empêche pas de perpétuer depuis plus de 40 ans le modèle d'exploitation dans lequel nous vivons. Les syndicats et les fédérations étudiantes semblent fréquemment rêver d'une démocratie socialiste qui se complaît dans sa nordicité, assise sur la tête de la pyramide d'exploitation des ressources naturelles et de tout-e-s les malheureuses qui occupent les échelons inférieurs. Même dans ses couches les plus syndicalement combatives, la perspective réformiste domine le discours, ce qui inquiète quiconque souhaite apporter une pensée critique sur l'ensemble du système étatique et corporatiste qu'est le Québec contemporain. On dirait même qu'en adoptant le langage des élites politiques, le syndicalisme de combat servira bientôt à alimenter le statuquo.

Ont-ils vraiment le choix, s'ils veulent réformer ce système qui fait, sommes toutes, bien l'affaire pour recréer l'élite sociale moulée par l'éducation post-secondaire? Comment outrepasser le spectre de la gauche actuelle dont Québec Solidaire (le genre de solidarité qui condamne les Black Blocs) occupe présentement « l'extrême » politiquement acceptable? Nous avons vu la CLASSE, récemment, ne pas appuyer des initiatives tout ce qu'il y a de plus normales et défensives, comme le blocage du pont Jacques-Cartier ou l'occupation du Vieux Montréal. Si elle cultive ce genre de solidarité, sera-t-elle réellement portée à tenir une critique profonde du capitalisme?

On en doute de plus en plus : les associations étudiantes incorporent très bien la violence institutionnelle. Les fédérations, a-t-on encore besoin de le rappeler, traînent un long

Dedica al poder… a un regimen

Yo soy el poder, pero no lo admito.
Prefiero usar el control, la manipulacion y la firmeza
Prefiero dirigir, enganar, mentir
Prefiero quedarme los ojos y corazon cerrados, boca abierta y el oido lleno de mis basuras

Eligo el miedo, el sufrimiento, sin admitirmelo.

Soy el dueno de todo lo que toco, porque asi me ubico y me siento vivo.

Soy la victoria de mis pesadillas
La verdad de mis ansiedades
El camino de mi muerte podrida ya

La confusion me hace perder la razon, aunque siempre tuve la ilusion.

Hoy soy representacion de un pueblo que pienso haber liberado, pero en el fondo, el duelo y las heridas cotidianas siguen existiendo.

Falsificar después de haber tanto sonado, combatido y luchado
Falsificar promesas para distribuir pedazos de alegria sin color
Falsificar su persona para no tener que escuchar la esencia

Yo soy nada, pero siempre el poder me hara creer que si, soy alguien importante, alguien que merece vivir, entre todosAs losAs muertosAs.

El poder me ha dado la oportunidad de vivir de nuevo, después de tanto dolor, cicatrices e injusticias…

Ce texte est comme une lettre « hommage au pouvoir », comme une caricature à tous ceux et celles qui ont utilisé « le pouvoir » pour créer un état de contrôle, de peur et de dictature. Le texte est une sorte de lettre-poème caricature de cette personne qui a pris le pouvoir comme outil pour survivre, parce que sans ça, cet individu là n est rien. Le fait « d'être au pouvoir » lui permet de survivre et de continuer de diriger en marchant sur le peuple sans même sans rendre compte, car son pouvoir est plus grand et important que tout. Enfin, en gros, c'est à peu près ça et ce texte est venu au monde en pensant à Castro, dirigeantsEs de cette planète et autres dictateurs.

pas ancrée quelques part: elle circule entre les gens... ou pas. L'attacher à un lieu (et son groupe d'appartenance) ne réussit souvent qu'à mettre en relief son absence.
Le territoire se trouve dans un espace où du commun est partagé; il n'est pas l'endroit, mais le sens...
Les affinités, dans tout ça? Sont-ce d'autres paroles, à peine?
La compatibilité ne se mesure pas à une identité, à des idéaux – mais à une prise sur le monde.
Au détours des envies, rêves, désirs, curiosités, conflictualités, j'y ai perdu la capacité de me relier – je me laisse avaler par le LIEU, qui finit par avoir son existence propre, avec ses obligations, et ne sous-tenant plus autre chose...

Ouin, une maison dans la forêt, ben ça s'entretient, et ça demande du temps. Et on en vient à se demander : pourquoi on faisait ça déjà? Y'avait cette idée d'être une arrière base pour un mouvement, une communauté politique, un réseau plus large de résistance à cette civilisation.

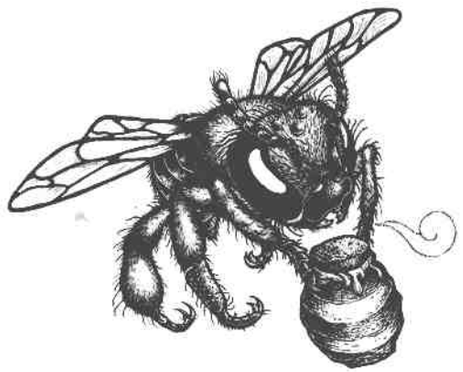
Alors comment se relier à ces luttes ? Où est la signification politique de ce quotidien ? Ce qu'on fait là, est-ce que ça nous donne réellement de la force ou bien ça nous isole et nous engloutit ?

Les insecticides tuent les abeilles

En mars dernier, on a appris que deux autres études révèlent comment les insecticides de type néonicotinoïdes, qui sont couramment utilisés depuis les années 1990 dans les champs, tuent les abeilles et les bourdons. Ces produits chimiques agissent sur le système nerveux central des insectes. Ces insectes sont des pollinisateurs importants des plantes à fleurs qui produisent la plupart des fruits et des légumes. Or, depuis quelques années déjà, ils disparaissent un peu partout sur la planète, phénomène aussi connu sous le nom de syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles. Déjà en septembre 2011, une étude française avait identifié le parasite Nosema ceranae, qui entraîne une plus forte mortalité chez les abeilles exposées à de très faibles doses d'insecticides.

Les abeilles contre-attaquent

Fin avril, au centre de la Hongrie. Dérangées par une marche rassemblant plus de 300 amoureux de la nature, des abeilles se sont attaquées aux participant-e-s de la manifestation, provoquant un mouvement de panique et le transfert de 18 personnes à l'hôpital pour recevoir un traitement. Les abeilles ont piqué en tout 28 personnes.



historique de trahison et de poursuites judiciaires, d'intimidation et d'antidémocratisme. Quand aux syndicats plus « radicaux », si le terme s'applique encore, ils ont parfaitement compris comment rendre le processus d'assemblée générale humiliant et noyauté pour une minorité, à qui l'exercice du pouvoir sied à merveille. Bien sûr, de nombreuses places sont accordées pour les initiatives de justice communautaire et les luttes de libération, mais comme nous le rappelle la démission ponctuelle du comité féministe de l'ASSÉ, ces places sont fragiles et souvent intenables. Dans la constitution d'un rapport de force avec le gouvernement, les moyens prennent le dessus sur les fins, et la solidarité étudiante devient dirigée et contrôlée. Les luttes de justice communautaire, comme le féminisme, l'anti autoritarisme, l'écologisme et l'antiracisme sont constamment marginalisées. Doit-on rappeler que l'exécutif de l'ASSÉ est composé de 9 hommes et d'une femme, tout-e-s blanches et francophones? Bien sûr, le mouvement étudiant se solidarise avec la lutte contre la répression policière, puisque nous en sommes constamment victimes, et avec le mouvement d'*Occupy*, mais pourquoi s'étonner, puisqu'il s'agit de lutter contre le capitalisme *dans sa forme actuelle*?

Naturellement, le mouvement étudiant ne peut s'opposer à l'école institutionnalisée, ni à l'école comme outil de reproduction sociale. Le privilège acquis par ses charmant-e-s diplômé-e-s reposes sur la rareté relative du produit. Bien sûr, l'école devrait être gratuite, ce qui faciliterais l'accès aux jobs qui font la classe moyenne, éduquée et domptée à voter pour un parti progressiste. Se battre contre le caractère libéral, au sens de républicain, d'éclairé, de l'université irais contre toute la formation démocrate et bourgeoise des étudiant-e-s. Pas de fin en vue pour le « progrès » qui fait la richesse des pays du Nord, donc pas de raison de s'inquiéter de la reproduction l'institution occidentale, mâle, intellectuelle, colonialiste et parfois critique qu'est l'université. Se battre pour l'accès universel à l'éducation supérieure. Tant qu'elle reste supérieure?

C'est l'impression que l'on a rapidement en militant au sein du mouvement étudiant. Protégeons nos privilèges en les étendant à la majorité des « Québécois-e-s », via un État plus puissant sur la société, qui prélève ses redevances minières au nez des peuples des « régions » et des autochtones. Contre toute perspective de justice sociale et d'autogestion pour les minorités, l'affirmation de M. Nadeau réaffirme le caractère centralisé et souvent autoritaire des méthodes des fédérations et de la CLASSE. Quand on véhicule un message de « libération » dont le but ultime est de perpétuer l'État et les institutions, l'autoritarisme révolutionnaire n'est jamais loin. Surtout quand ce message est véhiculé par une élite politique au sein d'un mouvement plus large, ici le mouvement étudiant.

Lutte autour du Lac Godon

Depuis trois ans, les résidents du lac Godon, à Chertsey (Lanaudière) combattent un projet immobilier d'une centaine de maison autour du lac. Le promoteur, le notaire Fernand Théorêt, a acquis un terrain de 73 acres qui appartenait depuis 50 ans à une colonie de vacances pour enfants défavorisés.
En 1956, le gouvernement cède le terrain à la Corporation des frères mineurs capucins pour 10$. La cession était assortie d'une condition: si le terrain ne servait plus de «colonie de vacances», il devait revenir à l'État. En 2009, le ministère des Ressources naturelles lève la condition restrictive au profit de Me Théorêt et ses associés. Avis aux interessés, les faveurs du Ministère ne sont pas trop chères: l'enveloppe brune contenait seulement 175 000$. Aujourd'hui, sur ce même terrain, 44 lots sont à vendre à des prix défiant toute compétition: 45 000 à 175 000$.
Le promoteur se défend de dénatuer le lac en promettant que chaque vente de terrain sera assortie à des “obligations strictes” du point de vue environnemental. «Notre capital, c'est le lac, dit-il. La propriété que je vais me bâtir va valoir 600 000$. Pensez-vous que je vais mettre le lac en péril?»

Ici comme ailleurs

Un territoire éloigné, peu peuplé, des forêts, îles, rivières et montagnes encore sauvages... Un territoire qui fait salivé ceux qui bâtissent leurs privilèges sur le saccage de ce qui reste de vie sur la planète et ce qui la soutient, en scandant « Progrès ! Développement ! » sur un fond de scies mécaniques, d'explosions de dynamite, de machinerie lourde et le rythme de bottes et de matraques... Ce n'est pas le Nord du Québec cette fois, mais le sud du Chili, c'est au tour de la Pantagonie de se réjouir de se faire enfoncer dans la gorge son « intégration » et la « grande opportunité » que représente le développement industriel. Comme le projet de cinq mines de charbon à ciel ouvert, (dont une déjà en opération) à Isla Riesco, une île avec une incroyable quantité de biodiversité dont le sacrifice permettra plus d'« indépendance économique » puisque ce charbon s'en ira directement par un port nouvellement construit vers les centrales au charbon du Chili, donc moins d'importations ! Et les projets d'infrastructure « qui resteront pour toujours » rassure le site internet du mégaprojet hydroélectrique HidroAysén dont l'apogée sera cinq barrages hydroélectriques sur deux rivières, deux sur la rivière Baker et trois sur la rivière Pascua et l'inondation de 5900 hectares de réserves naturelles. Ajoutez à ça la construction de 3000 km de lignes haute-tension qui passeront sur les terres de communautés autochtones Mapuche en Araucanie, sans qu'ils aient leur mot à dire, comme c'est le cas aussi avec les divers projets de développement minier, forestier et d'infrastructures, comme des aéroports, auxquelles plusieurs communautés Mapuche s'opposent farouchement, allant jusqu'à incendier la machinerie lourde et les monocultures de l'industrie forestière en essayant de replanter des espèces indigènes sur leurs terres usurpés.

La nouvelle ligne de haute tension et sa construction affectera un total de presque 75 parcs et réserves nationales, sites de conservation, zones protégées et milieux humides. Mais ne vous inquiétez pas, pour compenser, il y a un projet de reboisement et *une* zone de conservation de presque 12 000 hectares a été prévue. De plus, 2500 hectares seront dotés « d'équipements touristiques » où les touristes qui arriveront par les nouvelles routes et aéroports pourront se trimbaler dans de beaux petits sentiers aménagés. Ceux qui ne sont pas encore *vendus* à l'idée se font rappeler par les têtes parlantes de la télé qu'on se doit d'être sensible aux communautés pauvres et autochtones qui n'ont pas encore accès à l'électricité et qui pourront s'arracher les miettes qui tomberont de la table après que les grandes minières et l'industrie forestière se soient rassasiées. Et si on s'en crisse totalement des pauvres et des autochtones paresseux alors on devrait se préoccuper de la crise énergétique nationale imminente dont parlent tous les politiciens censés ! Oui ! Même si la consommation domestique au Chili ne représente pas plus de 20% de l'énergie produite et qu'on vante la piasse qui pourra se faire à exporter de l'énergie vers les pays voisins l'Argentine et le Brésil pour les projets industriels destructeurs là-bas, on peut apprécier d'être tenu au *courant* (ha!) par une campagne de publicité où l'on montre, entre autre, le livreur de pizza qui sonne à la porte causant une panne d'électricité dans un hôpital sur une table d'opération !

Après tout ça, le monde au Chili doivent tous partage ce désir. Le seul problème est leur absence immédiate.

Mais, ça s'en vient, ils s'en viennent, ça va venir un jour...

Y'a des pincements dans mon petit cœur quand j'entends les récits des happening urbains de ces mêmes gens... Un vague sentiment que je me suis peut-être trompée, trop éloignée...

Parce que y'a la solitude.
Mais être seule, ça peut autant se vivre entourée.

Je me rappelle ensuite ce que j'ai abandonné : cette fuite dans l'action, ce remplissage du quotidien par le symbolisme de la contestation, par les grandes réflexions sur la lutte... pour croire (ou se faire croire) qu'on a une incidence sur ce monde, un impact, au moins aussi grand que nos envies d'immensité et de totalité... Quand les militant-es "se rangent," on dit qu'ils abandonnent, qu'elles redeviennent comme tout le monde: mais peut-être qu'en fait, personne n'a jamais su où nous courrions, ni bien comment cette révolution tant attendue naîtrait: de la multiplication de nos tracts? Vraiment?

Alors, je me suis tournée vers le « potentiel révolutionnaire du quotidien ». Vivre l'anarchie ici et maintenant! Ouin... Je veux bien être autonome, mais pas toute seule !

Même le retour à la terre semble influencé par le primat de l'autonomie, nouvelle valeur phare du monde industriel avancé.

J'ai peut-être décidé de quitter ces gens de la ville qui se dirigent toujours à quelque part d'un pas décidé, mais je ne voulais pas m'isoler de mes semblables, de celleux en qui je me reconnais.

Alors je les attends,
attente dans le temps
attentes infinies, désir de communauté.

xxxxxxxxxx

La recherche de la communauté qui tombe à plat: toujours les mêmes distances, qui deviennent infranchissables, voire indicibles; les rapports au lieu, à l'espace différents, incompatibles. Les conflits latents, perpétuellement en dormance, de par l'impossibilité de les soulever en raison de l'attachement au lieu: la propriété et ses titres, les obligations financières, les engagements dans des projets... Peut-être même reste-t-il là-dedans quelques rêves aussi, mais c'est moins clair.

Parce que c'est si vrai que la communauté n'est

Ou comme ces villégiateurs qui se servent de leur chalet comme moyen de prestige social ? Ou simplement comme une humaine qui souhaite s'approprier les lieux, posséder un coin de forêt, et le modeler afin de le faire correspondre à ses idéaux ?

Un peu d'air pour vivre un peu plus tranquillement et lentement; oublier à quelle vitesse ÇA tourne, ÇA mange et ÇA détruit.
Abaisser le stress de côtoyer tous les jours ce que je déteste, rejette et craint. Permettre d'avoir prise sur notre vie, qui n'est après tout qu'à notre échelle.

Malgré le désir de m'en distancer, ce que je craindrais, c'est bien plutôt que la civilisation ne me laisse tomber, consciente que mes possibilités de survie sans elle sont nulles.

Fuir ce dont on dépend.

xxxxxxxxxxxxx

J'suis venue dans l'idée de "créer communauté". Ouin, c'est quoi ça?

Ce hippy au village qui n'arrête pas d'en parler, qui en recouvre l'absence par la répétition de lieux communs, qui croit peut-être en créer justement, du commun, par la seule force de ses mâchoires.

Comme si les mots pouvaient remplacer la rencontre — et pour ça, il faut écouter s'accorder se laisser le temps de faire émerger nos présences au monde, communes peut-être. Les grands discoureurs de communauté, ceux qui se promènent de rêves en rêves, celles qui vivent dans l'image de la communalité sans en faire l'expérience, tentent de s'imposer au monde, aux autres — sans prises ou bases dans la réalité, sans liens.
Comme dans tout Idéalisme, il y a une tentation à faire exister le monde dans nos têtes, sans toutefois partir "des conditions matérielles", de l'endroit où on est, mais plutôt de l'image qu'on aimerait. Distances et déceptions, complaisance du rêve — qui devrait pouvoir être un moteur n'être qu'un moteur sans tenter d'être la barque au grand complet...

Je n'aurais envie que de lui répondre de se trouver des ami-e-s, parce que je me dis que je les ai, moi, ces gens avec qui j'ai envie de faire communauté, avec qui je

être en train soit de criez de joie ou supplier en panique : «Crissez des barrages partout svp ! »

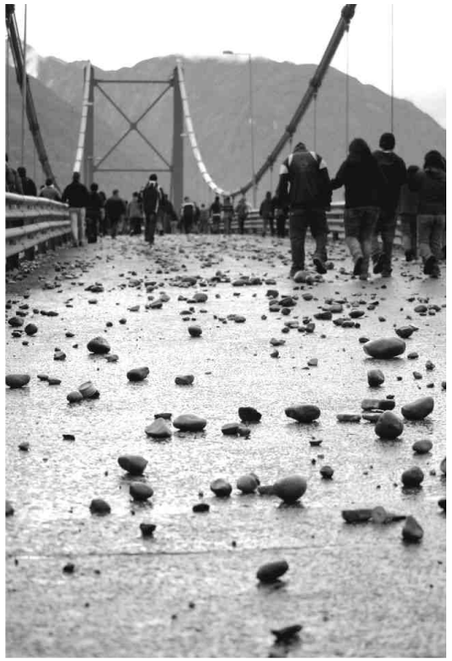
Eh non, on dirait pas...

Au mois de mai 2011, au même moment où le projet HidroAysén recevait l'approbation officielle du gouvernement, la population le rejetait à plus de 70% au dire même des médias de droite. Les groupes écologistes mainstream comme Greenpiasse et une grande organisation parapluie du nom de Patagonia Sin Represas (Pantagonie Sans Barrages) ont tenté de s'approprier et contrôler la contestation en dénonçant le projet HidroAysén tout en maintenant le discours de la croissance économique sous un développement durable, agissant entretemps comme lobby pour l'industrie éolienne et solaire, intentant des recours légaux contre le projet – qui ont finalement tous été rejetés par la cour suprême du Chili le 4 avril 2012 – et organisant des manifestations encadrées. Ces écologistes bureaucrates carriéristes et intellectuels opportunistes ont vite été dépassés par les événements.

Vers la fin du même mois une journée de manifestations contre le projet a tourné à l'émeute dans plusieurs villes du pays, notamment à Santiago où la manif avait réuni 40 000 personnes les médias ont rapporté plus de 2000 cagoulé-e-s s'affrontant violemment avec les flics, érigeant des barricades enflammées et attaquant des banques et des multinationales. À Iquique la même chose s'est produite alors que les gens manifestaient en même temps contre l'installation de deux centrales au charbon dans la ville. Dans tout le pays, il y eu 114 arrestations et 22 policiers blessés. Le lendemain les « représentants » se déchiraient la chemise en dénonçant les violences, réclamant qu'ils n'avaient pas invité les cagoulé-e-s, qu'ils/elles n'étaient pas bienvenues dans le mouvement, que c'était celui des groupes écologistes qui travaillaient fort pour le construire et qui voyaient maintenant des délinquants sans cause gâcher leurs 5min de gloire et salir leur CV.

Plus récemment, un soulèvement eu lieu dans la région d'Aysén, qui ne s'est pas laissée impressionner par les promesses d'emploi et d'infrastructures, pour plusieurs raisons, certaines socio-économiques et d'autres incluant les conséquences de dégradations sociales et environnementales du projet HidroAysén profitant à l'élite extractrice sur le dos des Ayseninos. Alors que depuis février 2012, les gens bloquaient les routes avec des barricades – dont le pont Ibáñez, principal

accès à Aysén – s'affrontant régulièrement à la répression des flics, le 15 mars un grand contingent des Forces spéciales fut envoyé en renfort dans la région. L'arrivée des sbires militarisés fut perçue comme une véritable invasion et les gens se sont battus sans répit pendant 24 heures consécutives et ont vaincu l'envahisseur. Incendiant complètement deux de leurs véhicules (un canon à gaz et un autobus de transport) et attaquant avec des pierres un avion militaire qui s'apprêtait a évacuer des flics blessés. Cette même journée à Santiago des manifestations étudiantes ont tourné à l'émeute en solidarité avec la lutte à Aysén.



Quelques jours plus tard, le 20 mars, à l'arrivée d'autres renforts, entre autres par voies maritimes via Puerto Cisnes, environ 2000 personnes, en majorité des pêcheurs artisanaux qui voient leur mode de vie déjà détruit par la complicité du gouvernement et de la pêche industrielle, ont monté des barricades sur la route menant à Aysén et se sont affrontés violemment avec les flics qui ont finalement réussi à passer à l'aide de bombes lacrymos, de balles de caoutchouc et toute leur machinerie militaire. La même chose s'est produite à Villa Mañihuales, à mi-chemin entre Puerto Cisnes et Aysén, et encore à Coyhaique la capitale de la région. Les gens avaient repris le pont Ibáñez avec des barricades d'autos incendiées, même si pendant la journée les « dirigeants » du mouvement, à contre-courant, demandaient aux gens de mettre fin aux blocages.

Le soulèvement à Aysén porte plusieurs revendications envers le gouvernement, ce qui a donné l'occasion aux « dirigeants » d'appeler au « dialogue » avec succès: les dernières barricades ont été démantelées récemment et le cirque de la négociation avec l'État a débuté. Quand le vrai changement commence à prendre forme, que l'État et les « dirigeants » des mouvements sentent glisser entre leurs doigts ce qui leur est le plus cher – le contrôle, des « représentants » sont toujours là pour calmer le jeu et démobiliser.

Nous nous rendons compte que partout, ici comme ailleurs, les mêmes schémas de destructions, de contrôle, d'oppression et d'aliénation nous forcent à maintenir et perpétuer à tout prix la relation de médiation artificielle, complexe et génocidaire que nous entretenons avec tout ce qui nous entoure. Tout demander aux maîtres, même quand on exige en cognant du poing sur la table, ne fait que mettre en évidence notre propre domestication, notre sentiment d'incapacité et de dépendance. En contraste, l'action intuitive et spontanée de complicité et de solidarité dans la rupture avec ce monde imposé est l'expérience de l'aube d'un monde nouveau.

Comme les êtres qui sont depuis toute leur vie retenus en captivité que nous sommes, nos premiers pas sur des terres libres et sauvages peuvent paraître inquiétants, mais si nous avons le courage d'y pénétrer et de s'en laisser pénétrer nous pourrons jouir de vivre enfin ce qui nous attendait depuis toujours, que nous avons toujours gardé au fond de nous dans nos rêves les plus profonds. Il n'y aura plus rien pour nous arrêter. Nous serons vivants, nous serons la vie qui se célèbre elle-même dans la liberté du jeu destructeur et du désir créateur.

«Imaginez une résidence en montagne qui répond parfaitement à vos aspirations... un endroit à l'abri de la cohue et de l'agitation, où vous pouvez vraiment déconnecter tout en restant branché sur votre monde.»

–extrait d'un dépliant promotionnel du Cercle des Cantons, 2004

Qu'est-ce que je cherche ici ?

Réflexion en deux voix sur trois temps

Au matin, de la fenêtre de ma chambre, on peut voir l'immensité.

À l'heure où le soleil n'est pas encore visible à l'horizon, où la profondeur de la noirceur s'étiole, arbres, neige et montagnes s'étendent à perte de vue.

Malheureusement, ce n'est pas la plénitude que je ressens.

C'est un sentiment de pesanteur, écrasant, comme d'avoir les pieds cloués au sol, ou plutôt la botte prise dans un banc de poudreuse, essayer de marcher sans raquette dans trois pieds de neige fraîche et molle...

Je me révolte contre le désir des hommes de vouloir domestiquer ces étendues. Serait-ce le « sauvage » qui me fait peur? Sûrement pas, pour la simple raison que ma vue ne porte pas sur une étendue sauvage, mais bien sur un ensemble de propriétés privées et institutionnelles. Entre les lots individuels, les terres de la Couronne, les pourvoiries et les parcs nationaux, il ne reste plus de nature sauvage : uniquement des jardins artificiels. 1

Lot de forêt à peine naissante, signe de l'avarice ayant pris à mal celle qui s'y tenait avant, d'une majestueuse grandeur malgré sa relative jeunesse : 10 000 ans depuis la dernière glaciation, la petite jeunesse pour un écosystème forestier – forêt exploitée.

Ou au contraire, sanctuaires préservés et bien entretenus, lieux de plaisance et de villégiature, où tout un chacun se réfugie pour ne pas voir la déchéance du quotidien – forêt nettoyée.

Parlant de raison, c'est peut-être cette part de cartésianisme en moi qui m'amène à ressentir une certaine frayeur face à cette nature. La forêt que je vois est soumise à un système de gestion humaine, je le dénonce ici, mais je ne peux m'extraire de cette culture qui désire contrôler son environnement – besoin de sécurité.

Sentiment de puissance. Celui ressenti après avoir gravi une montagne, en regardant l'étendue à ses pieds. Un petit sourire aux lèvres, être bien parce qu'on a l'impression d'avoir été forte, de s'être surpassée face à la Nature.

La nature domptée. Triomphe dans mon gros pick-up 4x4, I'm tough.
Une bay-window devant chaque point de vue, mon gazebo sur ma petite butte à moi.

Serais-je venue, moi aussi, trouver ici un havre, un refuge contre les maux de la civilisation ? Telle les vacanciers usant (à peine) leurs bottes de marche dernier cri en respirant à pleins poumons l'air moins vicié de la campagne. Une idée m'assaille : serais-je comme ces banlieusards qui cherchent un milieu de vie plus sain pour élever leur famille ?
... [pis ça, ce serait pas correct ?]...

Par exemple, peu après l'adoption d'une loi sur l'écoterrorisme, un juge de l'Oregon condamne Jeff Luers à une sentence spectaculaire de 22 ans pour avoir causé 40,000$ en dommage chez un concessionnaire auto, en 2001.

Depuis, la Peur verte s'étend, avec de vastes opérations policières dont l'Opération Backfire (É-U) et l'Opération Achilles (G-B). De grandes organisations comme Greenpeace et PETA ont aussi fait l'objet d'écoute électronique. Les mesures judiciaires entamées aux États-unis font écho, principalement au Canada et en Europe, où on mêle de plus en plus terrorisme et dissidence, environnementale ou autre.

Mais pourquoi avoir peur des écologistes ? Dans leur tentative de démoniser l'opposition, les autorités font plusieurs sauts de logique. Les deux faits principaux qu'elles ignorent sont la nature même des activités de ces groupes et la relation dynamique entre les communautés et le développement industriel.

D'une part, toutes les organisations écologistes jugées comme étant les plus dangereuses ont en commun les mêmes lignes directrices dans leurs actions. Celles-ci excluent sine qua non les actes de violence envers les personnes et les animaux. Pour ces groupes, le vandalisme et le sabotage ne constituent pas des actes violents, et sont au contraire perçues comme une réponse pour arrêter la violence, très réelle, du développement industriel (ex. déforestation, chasse aux baleines, expériences sur les animaux, étalement urbain, etc.).

Ce qui nous amène au second point : les actions directes qui sont parfois pratiquées par les écologistes ne sont pas le fruit du hasard. Elles émergent dans un contexte dynamique où l'État et l'industrie sont des acteurs déterminants. Les actions illégales apparaissent, règle d'usage, après de longues années de luttes citoyennes où tous les moyens institutionnels, légaux et politiques ont échoués. C'est lorsque la démocratie représentative fait sourde oreille et tranche en faveur des compagnies privées, condamnant les communautés locales et l'environnement naturel, que plusieurs envisagent des actions plus directes.

Le gouvernement Harper, comme tout gouvernement conservateur, mise sur l'ignorance et la peur. C'est le parti des sables bitumineux, qui s'est retiré de Kyoto, a sabré dans le financement d'Environnement Canada, investit massivement dans l'armée, et a signé au G20 de Toronto la plus grande arrestation de masse en temps de paix de l'histoire du Canada. Les États-Unis nous ont montré ce qui arrive quand on met la droite religieuse au pouvoir, et les Canadiens sont en train de réaliser que le rêve de sécurité et de prospérité du gouvernement Harper est en fait un cauchemar, où nos libertés et l'environnement naturel sont sacrifiés au profit d'une élite obsédée par le pouvoir.

Aujourd'hui, les conservateurs peuvent criminaliser les gens qui se battent pour de l'eau potable et un monde vivant, comme on chassait les sorcières au Moyen-Âge. Mais demain, ceux qui profitent de la destruction de la nature pourraient très bien être reconnu comme les vrais criminels.

L'environnementalisme contre l'environnement

En mai 2010, 22 compagnies forestières et 9 organismes environnementaux signent une entente pour mieux « encadrer » l'exploitation forestière canadienne. Les environnementalistes : la Campagne internationale de conservation de la forêt boréale (projet du Pew Environment Group), Canopée, la Fondation David Suzuki, la Fondation Ivey, ForestEthics, Greenpeace, l'Initiative boréale canadienne (aussi financée par la fondation Pew), The Nature Conservancy et la Société pour la nature et les parcs du Canada.

Cet article explore le problème de l'environnementalisme corporatif et pose une critique en cinq thèses.

Intro: les cerbères

Les problèmes environnementaux ragent sur toute la surface de la planète. L'air, l'eau, la terre sont de plus en plus polluées. En réaction, un mouvement social, aussi parsemé à travers le globe, prétend vouloir contrer la destruction des écosystèmes. Partout, on retrouve des individus et des organisations qui se préoccupent de l'environnement et en font une priorité.

Depuis sa formation dans les années 1960, le mouvement s'est répandu, diversifié, des organisations planétaires sont nées, certaines centralisées, d'autres sous le modèle des

fronts de libérations, undergrounds et clandestins. Le discours s'est spécialisé, des tendances se sont précisées, jusqu'à aujourd'hui, où plusieurs semblent diamétralement opposées.

Et c'est cette dure réalisation qui nous accueille, 50 ans plus tard, au paroxysme de la civilisation industrielle, où le success story du mouvement vert, l'environnementalisme1, promet d'amener du changement tout en contribuant activement à empêcher tout changement significatif.

Lorsqu'en 2010, les neuf organisations environnementales les plus riches, les plus médiatiques, les plus « prospères » du Canada proclamaient devant les caméras qu'ils allaient maintenant protéger les compagnies forestières canadiennes en échange de quelques gains risibles, nous avions une preuve de plus pour conclure que les environnementalistes sont en fait contre l'environnement!

Comme des cerbères, ils se tiennent devant la porte menant hors de l'enfer de la civilisation, se croyant imbus d'une morale supérieure, arrogants de la confiance que leur porte leurs maîtres industriels.

Pas d'accord? Voici cinq preuves, exemple à l'appui.

1. L'environnementalisme est toujours en retard.

L'environnementalisme est incapable d'amener un changement significatif en faveur de l'environnement naturel puisqu'il est à la remorque de sa destruction.

Quoiqu'elle puisse spéculer sur l'avenir, la corporation environnementale trouve toute sa force contre un projet qui est déjà en cour. Comme un détective en homicide arrive toujours sur la scène du crime après le meurtre, la corporation environnementale ne se valorise pas des tords qu'elle évite dans un avenir lointain mais bien ceux qu'elle peut amoindrir de quelques degrés. Elle est attachée, comme une ombre, à la civilisation industrielle.

Elle n'est pas intéressée d'empêcher la destruction avant qu'elle n'ait lieu, parce que cela voudrait dire s'attaquer à des causes (compliquées, profondes, compromettantes, difficiles à vendre aux bailleurs de fond) et impliquerait un changement social radical. Les corporations existent pour exister, et pour les environnementalistes, le concept de révolution sociale semble inconcevable et suicidaire.

Comme un-e pharmacien-ne a besoin de malades chroniques, Greenpeace a besoin de problèmes à régler. L'offre et la demande…

Exemple : facile! À peu près toutes les grandes campagnes actuelles : déforestation, réchauffement climatique, espèces en voie de disparition, centrales nucléaires, gaz à effet de serre, sables bitumineux, etc.

La Peur verte canadienne

La nouvelle stratégie anti-terroriste du gouvernement Harper vise les environnementalistes, groupes de défense des droits des animaux et anticapitalistes.

I'm watching you, homicidal tree-huggers!

Le ministre de la sécurité publique Vic Toews dévoilait le 9 février une nouvelle stratégie pour lutter contre le terrorisme. Le document de 46 pages, intitulé *Renforcer la résilience face au terrorisme*, offre une classification de la menace terroriste au Canada. Sous la catégorie « extrémisme d'origine intérieure militant pour des causes précises », on mentionne quelques causes défendues par des « groupes extrémistes » dont les droits des animaux, l'environnementalisme et l'anticapitalisme.

Cette association fait écho à la lettre ouverte de Joe Oliver le 9 janvier dernier, où le ministre des Ressources naturelles traitait les opposants au projet de pipeline Northern Gateway en Colombie-Britannique d'être des « radicaux ».

Le phénomène de la « Peur verte » (en anglais, *Green Scare*) désigne la vague de répression policière contre les écologistes qui déferle en Occident depuis les années 1990, et s'est intensifiée après les événements du 11 septembre 2001. Le terme est un clin d'œil au Red Scare – les deux vagues anti-communistes des années 1920 et 1950, reconnues comme de grands exercices de paranoïa et d'attaques contre les droits et libertés de la personne.

On peut retracer les débuts de la Peur verte en 1985, lorsque les services secrets de France coulent le célèbre bateau de Greenpeace *Rainbow Warrior*, causant la mort du photographe Fernando Pereira. Les groupes écologistes d'envergure internationale qui délaissent le lobbyisme en faveur d'actions directes jugées plus efficaces (par exemple, le blocage, la désobéissance civile) sont de plus en plus nombreux et gagnent en importance. Outre Greenpeace, on retrouve par exemple Sea Shepherd, Earthfirst !, et en 1992, le Front de libération de la Terre (ELF) et le Front de libération des animaux (ALF).

En 2002, le congrès américain reçoit le témoignage de James Jarboe du FBI. Son allocution, titrée « La menace de l'écoterrorisme » (*The Threat of Eco-Terrorism*) stipule que la plus grande menace domestique aux États-Unis est en fait une toute nouvelle menace qu'il baptise écoterrorisme. C'est la première fois qu'on associe les actes de libération animale et de vandalisme au concept de terrorisme. Profitant du Patriot Act voté suite aux attentats du 11 septembre 2001, la table est mise pour l'adoption de toute une série de mesures judiciaires contre les personnes suspectées de terrorisme, comme l'écoute électronique et les perquisitions sans mandat, l'arrestation préventive et la détention sans accusation pour une durée indéterminée. Les sentences deviennent aussi beaucoup plus lourdes.

L’intensification de l’écocide entraîne de plus en plus de tensions, de traumatismes, et un moment de rupture semble se dessiner dans un futur rapproché entre « faire semblant » d’être vert, et s’y mettre pour vrai. Tôt ou tard, les environnementalistes voient le mensonge de leur existence s’effriter, et réalisent que pour survivre comme corporations, ils doivent se ranger clairement du côté du pouvoir, et le défendre, ou cesser d’exister.

Il n’y a pas de changement sans remise en question. Comme « bon cop » au côté des « bad cops » de l’État et de l’industrie, l’environnementalisme doit s’écrouler en même temps que la civilisation industrielle.

Une décharge nucléaire à Chalk River?

Le 1er avril dernier, on nous annonçait que des déchets radioactifs, dont le volume équivaudrait à une centaine de piscines olympiques, seront ensevelis dans une enceinte souterraine près de la rivière des Outaouais, en amont d’Ottawa. Selon Énergie atomique du Canada (EDCL), quelque 267 000 mètres cubes de déchets nucléaires sont déjà stockés dans des contenants extérieurs à Chalk River. La quantité de déchets radioactifs devrait augmenter à 360 000 mètres cubes d'ici 2100. EACL examine la possibilité de construire un énorme dépôt de déchets radioactifs pour y enfouir les résidus issus de soixante années de recherches sur l'énergie nucléaire à Chalk River.

Gentilly-2 encore des fuites... SNC-Lavalin aux commandes!

Au début mai, nous avons encore droit à une fuite radioactive à la centrale nucléaire Gentilly-2. Cela a nécessité l'évacuation du bâtiment et deux travailleurs furent éclaboussés. Ce même réacteur est aussi sous le feu des projecteurs car les suites du rapport de Fukushima ont été déposées, abordant des éléments importants touchant la sécurité et les coûts, mais interdites au public. La Commission canadienne de sûreté nucléaire, l'agence fédérale responsable, est sous l'autorité du ministère des ressources naturelles faisant la promotion du nucléaire! Avec la récente acquisition d'Énergie Atomique du Canada Ltée., SNC s'approprie le brevet nucléaire Candu (Gentilly-2). Cette technologie est désuète mais demeure intéressante sur le plan militaire pour la production de bombes.

Actions directes contre SNC-Lavalin et le Journal de Montréal

Le siège social de SNC-Lavalin, à Montréal, a été la cible d’une action directe tôt dans la matinée du 22 avril. Vers 4 h 45, la façade de l'édifice du boulevard René-Lévesque Ouest a été aspergée de peinture. Un groupe de cagoulés ont été vus par des flics lançant des ballons remplis de peinture sur l'immeuble. Deux courageux jeunes individus ont été arrêtés. Nous n’en savons pas plus.

Le 23 avril, c’était autour de l'édifice abritant le Journal de Montréal d’être la cible d’une action directe. Un groupe de cagoulés sont arrivés sur les lieux sur la rue Frontenac vers 3 h30. Neuf fenêtres ont été saccagées à l'avant de l'immeuble, de la peinture beige a été lancée sur la façade du bâtiment et des graffitis ont été peints sur les murs. Le petit groupe de personnes a réussi à prendre la fuite. Personne n’a été arrêté.

2. L'environnementalisme vise le minimum.

Quand l’environnementalisme se fixe un objectif, il fixe le minimum. Pourquoi? Pour avoir l’espoir de l’atteindre et de vendre ça comme un gain. L’objectif ne se base pas sur ce qui est nécessaire, mais bien ce qui est possible. Et ce qui est possible, c’est ce qui ne dérange pas.

Les environnementalistes ont horreur de se faire traiter d’idéalistes! Ils ont besoin de chiffre, de statistiques, de preuves que leur travail vaut tous ces dons, ce membership, ces subventions. Et pour être en interface avec les décideurs, il est crucial de se mettre en position de soumission, plaider pour des miettes. C’est la stratégie médiatique par excellence : viser le dénominateur commun. Pour ça, il faut conjurer n’importe quelle proportion minime, et se rallier derrière l’objectif.

On vise le moins pire. Et dix-neuf coups de bâtons, c’est tellement mieux que vingt coups de bâtons! Alors la table est mise pour le compromis, ce qui nous amène à la troisième thèse.

Exemples : le traité de Kyoto (réduire les gaz à effet de serre à X% des niveaux de 1990), le traité de Nagoya (avoir 17% d’aires protégées pour 2020)

3. L'environnementalisme traite tout compromis comme une victoire.

Une bonne main d’applaudissement! Dès qu’il obtient une partie, ou même la totalité de ses demandes déjà ineptes, l’environnementalisme trouve toute sa raison d’être validée. C’est un triomphe. On se donne des poignées de main, des tappes dans le dos, on prend des photos, on sourit pour la caméra. Les journalistes font des grands articles, d’autres en parlent à la radio. Au Québec, on se donne des prix comme les Phénix de l’environnement. On offre à Dominic Champagne le prix Artistes pour la paix pour son apport dans la campagne contre les gaz de schiste qui, jusque là, a réussi à… créer une commission d’enquête remplie de pions. Victoire!

Mais qu’est-ce qui fait une victoire? Si on a réussi, par exemple, à sauver 5% d’un écosystème forestier exceptionnel, c’est qu’on va détruire l’autre 95%. C’est même pas une victoire mineure, c’est une défaite majeure. Et traiter une défaite majeure comme une victoire totale, c’est un genre de déni bien spécial à l’environnementalisme. Il ne fait pas la

différence, parce que pour lui, toute victoire, même une fraction de virgule de victoire, est un grand pas en avant sur une ligne droite, imaginaire. C'est de croire, encore une fois, que si on accumule des semblants de victoires qui n'en sont pas, on va éventuellement, magiquement, sauver la planète.

Pendant ce temps, la situation réelle de l'environnement naturel, elle, s'aggrave de façon exponentielle.

Exemple : en 2009 Nature Québec et la Société pour la nature et les parcs lancent la campagne 'Gardons le Nord' pour faire protéger 50% du nord québécois dans le Plan Nord (et l'autre 50%, on s'en fou). En 2011, le gouvernement Charest annonce qu'on va protéger 50% du territoire. Triomphe? Non. Ce 50%, c'est +-35%2 où il y a quand même l'exploitation forestière, le tourisme, les infrastructures, l'exploration minière (d'uranium, notamment). Et l'autre +-15% c'est des aires protégées, alors c'est moins pire, non? Non, parce que la plupart des classifications d'aires protégées permettent toutes ces activités là aussi. Vite, on sabre le champagne!

4. L'environnementalisme légitime l'État et l'industrie.

L'environnementalisme constitue un acte de foi incroyable envers l'État et les compagnies privées. On veut dialoguer, et le dialogue est impossible si on insulte et rejette l'interlocuteur. Alors toutes les institutions en places sont sacralisées – l'environnementalisme épouse les normes, lois, règlements, procédures, commissions, experts : tout le système mis en place pour parasiter l'environnement naturel et écraser la population est constamment interpellé, mis en valeur, félicité.

Avant de dire à quelconque instance symbolique, « veuillez faire ceci, » on présume, « vous existez, » et pire encore, « vous avez raison d'exister, puisqu'on vous parle. »

L'environnementalisme remet constamment les décisions dans les mains du gouvernement, des compagnies, et impose cette stratégie aux indignés-es qui appellent à l'action, pacifiant et divisant la grogne. L'État accueille ces plaintes et est heureux d'avoir une chance de manipuler la situation du haut vers le bas, parce qu'il ne sait pas interagir avec les gens de la base autrement qu'avec la police.

Exemple : Le bureau des audiences publiques en environnement… piège pour canaliser la colère du peuple sur chaque projet destructeur au Québec. On gaspille des milliers d'heures pour danser devant un club de vieux bureaucrates dépressifs qui n'ont, de toute façon, aucun pouvoir. Une fois les mois envolés, l'énergie dépensée, et les espoirs morts, la plupart des gens vont se rasseoir, leur colère désamorcée dans l'illusion d'une prise de décision démocratique.

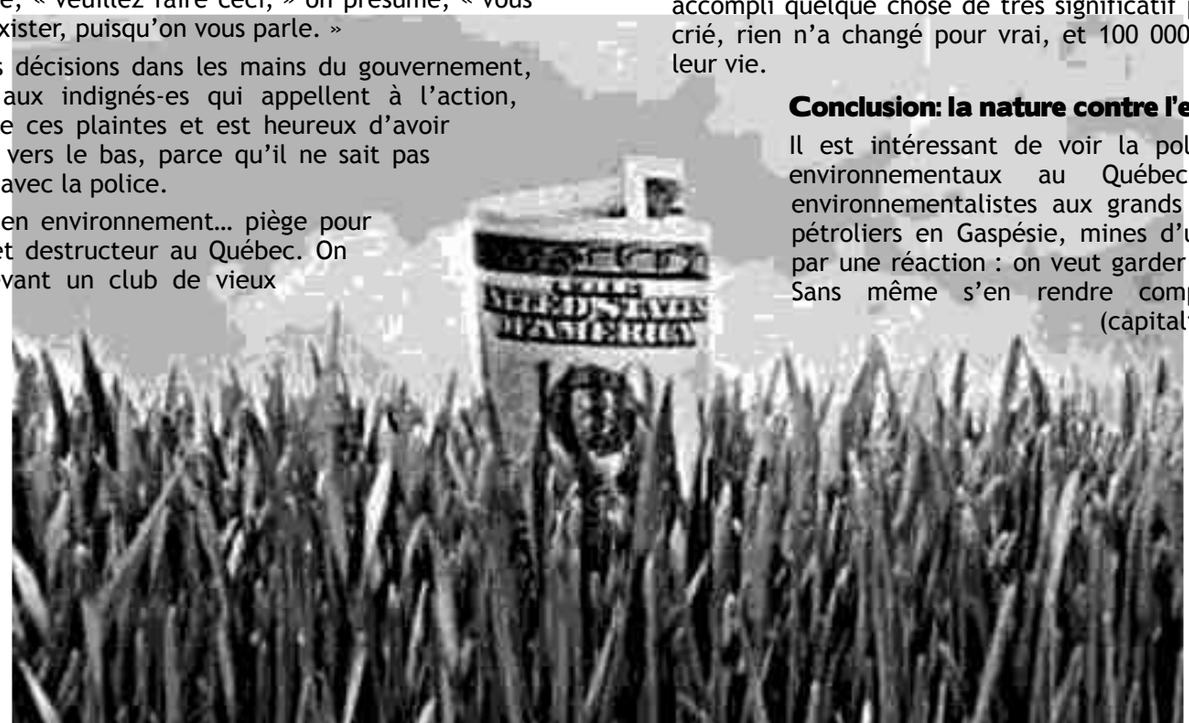
5. L'environnementalisme est spectaculaire.

Le champ d'action de l'environnementalisme repose essentiellement dans le monde des communications. Que ce soit pour attiser son membership, influencer les « décideurs » ou tenter d'émouvoir l'opinion publique (plutôt, que les médias disent à la population ce qu'elle doit penser), l'environnementalisme a développé une expertise monstre en symbiose avec les journalistes, les médias, la publicité.

Si leur discours creux s'articule autour de concepts ambigus et pratiquement hostiles à la nature (développement durable, économie verte, technologies vertes, etc), l'émotion et l'esthétique de leurs communications réussissent à véhiculer la notion de la « bonne cause » et de la « vertu ». Ils ont compris qu'à peu près tout le monde partage une préoccupation par rapport à l'environnement naturel et se prononcer en faveur est suffisant pour qu'on ait envie d'y croire. Mais si on enlève l'apport médiatique aux organismes tels qu'Équiterre, Greenpeace, la Fondation David Suzuki, Canards Illimités, le WWF, il ne reste plus grand-chose.

En demeurant dans le domaine symbolique, l'environnementalisme se condamne au domaine de la culture, qui a toujours été, et continuera d'être, une distanciation de la nature et la négation de celle-ci.

Exemple : cette année, une manifestation est organisée pour le Jour de la Terre, le 22 avril. Et c'est un metteur en scène, Dominic Champagne, qui est le chef d'orchestre. Une brochette d'artistes sont impliqués et prendront la scène, ce qui fait la joie des dizaines d'organismes environnementaux qui chapeautent le truc. C'est un événement vaguement « pour » l'environnement, et le discours est vide de sens et de critique, mais ce n'est pas grave, parce qu'il y aura du monde, et des stars, et un gros système de son, et des journalistes. C'est un spectacle : le spectacle d'une manifestation, le spectacle du changement. Et les gens qui vont manifester retournent chez eux avec le sentiment d'avoir accompli quelque chose de très significatif pour la Terre. Mais ils-elles n'ont que marché et crié, rien n'a changé pour vrai, et 100 000 personnes ont perdu une journée de plus dans leur vie.



Conclusion: la nature contre l'environnementalisme

Il est intéressant de voir la polarisation des acteurs dans les grands dossiers environnementaux au Québec. De plus en plus, la critique des environnementalistes aux grands projets cinglés (Gentilly-2, Plan Nord, forages pétroliers en Gaspésie, mines d'uranium, barrage la Romaine, etc.) est contrée par une réaction : on veut garder les jobs, sauver les emplois, sauver l'économie. Sans même s'en rendre compte, ces tensions révèlent que l'économie (capitaliste), en 2012, c'est détruire l'environnement, et que n'importe quel changement significatif en faveur de l'environnement naturel, c'est une atteinte radicale à l'ordre des choses.

Il est de plus en plus difficile pour les environnementalistes corporatistes de maintenir leur position chancelante. Au fur et à mesure que les choses empirent, les gens demandent du changement réel et se tournent vers les organismes qui oeuvrent dans le domaine, et celles-ci doivent réagir.